

# **LASDEL**

**Laboratoire d'études et recherches sur  
les dynamiques sociales et le développement local**

---

*BP 12 901, Niamey, Niger – tél. (227) 20 72 37 80  
BP 1383, Parakou, Bénin – tél. (229) 23 61 16 58*

## **La crise alimentaire à Tondikiwindi 2004-2005**

Mariatou KONE

assistant de recherche : Hassane Moussa

## **Etudes et Travaux n° 63**

**Financement : AFD**

décembre 06

## SOMMAIRE

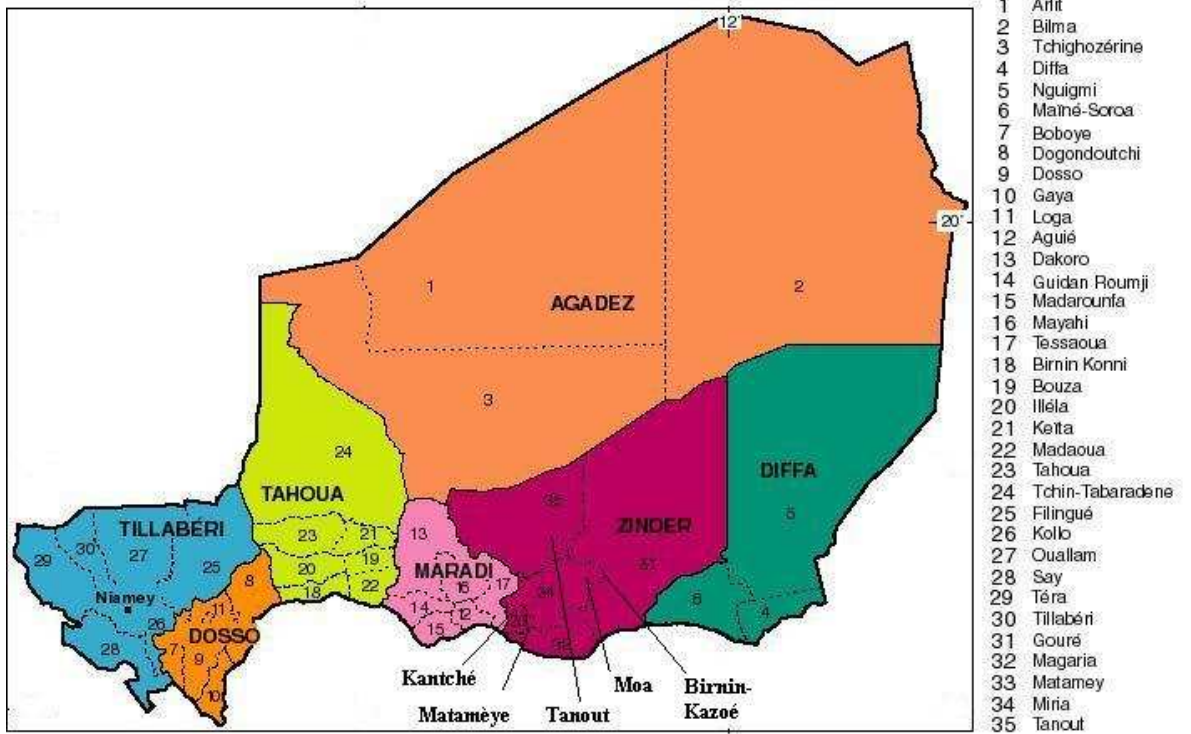
<b>INTRODUCTION</b>	<b>5</b>
<b>1. UN PIC « PROVIDENTIEL » DANS UN CONTEXTE DE CRISES CHRONIQUES ET DE PAUPERISATION « GEREE » ET D'IMPACTS</b>	<b>7</b>
1.1. GARO DJIRE, DANS LES ANNEES 1950	8
1.2. BANDA BARI, DANS LES ANNEES 1960	8
1.3. TOMBOLA, DANS LES ANNEES 1970	8
1.4. DASEY DJIRE OU DJABBE KURU, DANS LES ANNEES 1980	8
1.5. KAYLU BADJE IZE, DANS LES ANNEES 1990	9
1.6. DOWA DJIRE OU KA IRI MAMA, EN 2004	10
1.7. TABO TE DAMA, ACTUELLEMENT	13
<b>2. ATTENTISME ET DEBROUILLARDISE : STRATEGIES INDIVIDUELLES ET STRATEGIES FAMILIALES</b>	<b>15</b>
2.1. DES MIGRATIONS DE SURVIE AUX MIGRATIONS DE VIE	16
2.2. « KOTO » OU LA SOLIDARITE FAMILIALE	19
2.3. DU SYSTEME AGRICOLE AU SYSTEME AGROPASTORAL	20
2.4. UNE SURCHARGE DE TRAVAIL POUR LES FEMMES	22
2.5. LES PROJETS ET ONG : UN « COMPLEMENT » ALIMENTAIRE	23
2.6. L'AIDE DE L' « ETAT » : UN BALLET D'OPERATIONS QUI ONT PARFOIS CREE DES CONFUSIONS CHEZ LES POPULATIONS	27
<b>3. UNE SITUATION NUTRITIONNELLE PEU ALARMANTE MALGRE LE DEFICIT ALIMENTAIRE CHRONIQUE</b>	<b>34</b>
3.1. DE L'IMPORTANCE DES « CULTURES DES FEMMES »	37
3.2. LE « JARDIN », BOUEE DE SAUVETAGE POUR LA FAMILLE	38
<b>4. DE MADAROUNFA A TONDIKIWINDI (OUALLAM) : DEUX SITUATIONS OPPOSEES (LE « GRENIER » DU NIGER CONTRE L'ETERNEL DEFICITAIRE)</b>	<b>40</b>
4.1 DEUX GROUPES ETHNO-LINGUISTIQUES ET CULTURELS, DEUX DESTINEES, DES PRATIQUES DIFFERENTES: UNE CRISE ALIMENTAIRE PLUS RESSENTIE ET PLUS EXCEPTIONNELLE A MADAROUNFA	40
4.2 DES SECOURS PLUS TOT A TONDIKIWINDI (OUALLAM)	41
4.3 DES TAUX DE MALNUTRITION PLUS ELEVES A MADAROUNFA	42
<b>CONCLUSION</b>	<b>43</b>
<b>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES</b>	<b>43</b>

## *Sigles et abréviations*

ABC	Association pour le bien-être collectif et écologie
AIV	Association inter-villageoise
AV	Association villageoise
AGR	Activités génératrices de revenus
AREN	Association
ASAPI	Appui à la sécurité alimentaire par la petite irrigation
BC	Banques de céréales
BV	Boutique villageoise
CARE	Cooperative Assistance and Relief Everywhere
CCA	Cellule Crise Alimentaire
CR/PGCA	Comité régional de Prévention et gestion des crises alimentaires
CRENA	Centres de Récupération Nutritionnelle Ambulatoire
CRENI	Centres de Récupération Nutritionnelle Intensive
CSR/PGCA	Comité Sous-Régional de Prévention et Gestion des Crises Alimentaires
DNPGCA	Dispositif National de Prévention et Gestion des Crises Alimentaires
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
HIMO	Haute intensité de main d'oeuvre
IRS	Islamic Relief Service
MSF	Médecins Sans Frontières
OPVN	Office des Produits Vivriers du Niger
PAC	Programme d'atténuation de crises
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PADEL	Programme d'Appui au Développement Local
PASP	Programme Agro-Sylvo Pastoral
PCDII	Programme de Coopération Décentralisée phase II
PMAE	Programme de Mesures Anti Erosives
PSPR	Programme Spécial du Président de la République
PSSP	Programme de Sécurisation des Systèmes Pastoraux
SAP	Système d'Alerte Précoce
SRP	Stratégie de Réduction de la Pauvreté
UCA	Unité de Culture Attelée

# CARTE ADMINISTRATIVE DU NIGER

## LES DEPARTEMENTS



## Introduction

Le Niger vit une crise alimentaire depuis le début de l'année 2005 pour certaines zones et depuis fin 2004 pour d'autres. Le département de Ouallam en général et le canton de Tondikiwindi en particulier, dans la région de Tillabéri à l'Ouest du Niger, font partie de ce dernier groupe. Ils sont même classés selon le SAP parmi les zones les plus vulnérables du pays. Qu'est-ce qui explique cette situation ? Comment la crise tant médiatisée a-t-elle été vécue et gérée par les habitants du village de Tondikiwindi ? Quelle est leur perception de cette crise et de la manière dont elle a été gérée ? Quelle en était l'ampleur ? Quelle est la situation nutritionnelle des enfants (et même des adultes) de ce village ? Peut-on établir une comparaison entre Tondikiwindi et les villages de la région de Madarounfa ?.... Autant de questions auxquelles tente de répondre ce rapport.

Au plan sociodémographique, Tondikiwindi est un village<sup>1</sup> de 4.095 habitants et 495 chefs de familles, répartis entre 12 quartiers (selon le chef de village) et un groupement peul. Tondikiwindi est majoritairement habité par des Zarma. Ce village est à la fois chef lieu de canton et de commune rurale<sup>2</sup> : il y a ainsi un chef de village, un chef de canton et un maire dans le même espace. La commune de Tondikiwindi compte 83 villages ; elle est limitée au nord par le Mali, au sud par la commune urbaine de Ouallam, à l'est par la commune rurale de Balleyara et celle de Dingazi. Le plus important marché<sup>3</sup> de cette commune est celui du village de Mangaïzé, gros bourg situé à 28 kms du village de Tondikiwindi ; ce marché se tient tous les jeudis.

La porte d'entrée pour aborder la crise a été l'analyse de la production ou des systèmes de productions au cours des trois dernières années. Nous avons évité de prononcer les mots crise, difficulté ou famine, afin d'éviter que l'enquêté ne produise un discours standard ou ne noircisse le tableau de la crise. C'est seulement lorsque l'interlocuteur l'aborde du fait de la baisse de sa production, ou du fait de l'invasion acridienne dans l'année du milieu (2004-2005), que l'entretien est organisé autour de cette question. Pour la plupart des interlocuteurs, les plus pauvres, cette année n'est pas une année de crise ; c'est une année comme toute autre pour eux depuis des décennies, elle a été un peu plus difficile parce qu'il y a eu une médiatisation qui a fait augmenter le prix des denrées, mais l'arrivée des secours alimentaires dans la zone a vite dissipé cette difficulté. La véritable crise alimentaire, ils la situent en 1974 ou en 1984 ou encore en 1997. Quant à la malnutrition, elle n'a pas du tout été abordée ni par les populations, ni par les agents de santé. C'est seulement lorsque nous interpellions une personne sur ce sujet qu'il en a été discuté.

Ce rapport est structuré autour de quatre grandes parties. La première partie décrit le contexte de crises chroniques et la situation de « normalité » dans lesquelles vivent les populations de Tondikiwindi, depuis la crise de 1974 pour certains, 1984 pour d'autres. La deuxième partie montre comment les populations de Tondikiwindi sont devenues des assistés « chroniques », assistés par l'Etat, par les ONG et projets de développement, et par les moins

---

<sup>1</sup> En termes d'infrastructures socio-éducatives et économiques, on trouve dans le village de Tondikiwindi un collège (CEG) ouvert en 2005-2006, une école primaire ouverte en 1962, un centre de santé intégré (CSI) de type I c'est-à-dire sans maternité, deux grandes mosquées dont l'une est ouverte tous les jours et l'autre seulement les jours de fête de Ramadan et de Tabaski (mais un seul imam avec des adjoints), une mini adduction d'eau (château), un forage.

<sup>2</sup> La commune rurale de Tondikiwindi a été créée par la loi 2002/14 du 11 juin 2002 portant création des communes au Niger. Le conseil municipal a été installé en 2005.

<sup>3</sup> Il existe dans la commune quatre autres marchés : Tingra à 101 km, Taroum (village du maire) à 46 km, Maourey à 30 km et Céwan à 17 km de Tondikiwindi.

vulnérables (système de « *koto* »). La troisième partie essaie de comprendre pourquoi la malnutrition semble peu importante dans cette zone malgré la situation de déficit alimentaire chronique. Dans la quatrième et dernière partie, une petite comparaison<sup>4</sup> entre la zone de Tondikiwinki et celle de Madarounfa conduit à expliquer pourquoi la seconde, qui est paradoxalement plus « nantie » au plan écologique, semble plus vulnérable lorsqu'il y a un choc.

---

<sup>4</sup> Nous avons mené ce même type d'enquête dans la zone de Madarounfa, supposée être le grenier du Niger. Nous avons été surpris lors des enquêtes à Tondikiwindiki de constater que cette zone chroniquement déficitaire semble moins affectée que celle de Madarounfa. Notre objectif dans cette quatrième partie est de comprendre pourquoi Tondikiwindi, plus défavorisé, a été moins vulnérable au choc.

## 1. Un pic « providentiel » dans un contexte de crises chroniques et de paupérisation « gérée » et domptée

L'histoire des récentes famines et disettes révèle qu'à Ouallam en général, et Tondikiwindi en particulier, l'insécurité alimentaire revêt un caractère chronique depuis plusieurs années : 50 ans au moins selon des agents du service d'agriculture de Ouallam, depuis les années 1970 ou 1980 selon les habitants du village de Tondikiwindi. Les populations vivent ainsi une situation caractérisée par une vulnérabilité alimentaire structurelle ou quasi structurelle. Cette situation a été en grande partie favorisée par la conjonction de facteurs climatiques défavorables et de la pauvreté qui frappe plus des deux tiers de la population. Dans le canton de Tondikiwindi, « *la terre ne manque pas, c'est la pluie qui manque* » (le chef de canton). La terre est disponible.

Les habitants de Tondikiwindi vivent selon eux, une situation de crises successives depuis plusieurs décennies, une situation devenue « normale ». Ils ont évoqué plusieurs crises parmi lesquelles les plus récentes : 1974, 1984 et 1996-1997. 2004-2005 n'aura été qu'un pic.

« On s'attendait déjà à une mauvaise récolte à cause des pluies tardives et mal réparties. Les stratégies d'atténuation de cette situation étaient en cours d'organisation lorsque les criquets sont arrivés » (l'imam).

M., un notable, scolarisé, retourné au village en 1983 et marié pour la première fois en 1984, avec 9 enfants, a remarqué la succession de crises chaque 10 ans. Il décrit ici ces années difficiles, et ce qui les caractérise en termes de stratégies :

« Déjà en 1984 il y a eu une famine. En 1994 c'est pareil. En tout cas les années qui se terminent par 4 là je retiens ça en tête. Les années 4 sont vraiment médiocres. Dès qu'il y a 4 il y a des craintes : 1984, 1994, 2004 tout ça on ne peut pas oublier. ... En 1984 il y a eu une grande famine, et pour les personnes et pour les animaux. En 1994, c'est peut être uniquement pour les personnes pas pour les animaux ; ce sont les hommes seulement qui l'ont ressenti. En 2004, aussi ça a concerné seulement les personnes.

Q : Donc quand les animaux sont touchés c'est pire ?

R : Oui parce que c'est les animaux qui sont la vie des gens. J'ai des moutons, j'ai des vaches. Pas plus d'une dizaine...

Q : Quelle est la particularité de 1984 ?

R : En 1984, il n'y avait pas eu de pluie pour que les herbes poussent. Il n'y a même pas eu de manger pour les animaux.

Q : Comment les hommes ont fait pour supporter la famine ?

R : Ils ont souffert, certains ont émigré, d'autres ont quitté et ne sont plus revenus.

Q : Ce que vous avez retenu c'est que beaucoup de gens sont partis pour ne plus revenir ?

R : Wallahi ! Il y a beaucoup de gens qui sont partis

Q : Et en 1994 ?

R : Là, il y a eu des gens qui sont mais ils sont revenus.

Q : Quelle était la principale stratégie de 1994 ?

R : Il y a eu l'intervention des pays arabes qui ont eu à faire des gestes aux populations nécessiteuses, même le gouvernement a eu à le faire.

Q : Et en 2004, qu'est ce qui vous a marqué ?

R : Là aussi, quand il y a eu l'appel, il y a eu l'intervention du gouvernement avec la vente à prix modéré, on vendait le sac à 10.000 FCFA

Q : Donc, la principale stratégie de 2004 c'était la vente à prix modéré ?

R : Oui

Q : Je vais revenir sur l'année 1984. Vous dites que la principale stratégie était l'émigration. Quelle est la leçon tirée de cette année ? Qu'est ce qui a changé dans le comportement des gens ?

R : Avec l'expérience, on a retenu que si par exemple une année est gâtée, l'année qui suit, si ça réussit on doit conserver la nourriture, le stock. Avant, si il y avait de bonnes récoltes, ils ne gardaient rien. Les gens vendaient seulement. Mais après la famine de 1984, les gens ne se hasardent pas à vendre le peu de stock qu'ils ont.

Q : Donc après 1984, les gens ont compris qu'il faut économiser ?  
R : Vraiment, qu'il faut économiser  
Q : Et 1994, qu'est ce qui a changé ?  
R : Ce qu'ils ont pu faire c'est la récupération des terres. Ils ont essayé et chacun s'est donné (inscrit) pour récupérer les glacis pour augmenter la production.  
Q : Et la dernière crise, qu'est ce qu'on retient d'elle ? En 2004, ça n'a pas changé les comportements ? Donc 2004 ce n'était pas important ?  
R : On continue toujours le même système.  
Q : Mais l'innovation c'est quoi ? Qu'est-ce que les gens font maintenant et qu'ils ne faisaient pas avant ?  
R : Ils font des demi-lunes dans les champs et amènent du fumier  
Q : Il y a eu des changements au niveau alimentaire ?  
R : Il y a le riz, les dons qu'on a eu, c'est seulement ça. L'année passée, 2004-2005...  
Q : Et les autres années, c'était quoi les dons dont vous avez parlé ?  
R : C'était du maïs et du sorgho. Le riz n'est pas apprécié ici. C'est du dépannage  
Q : Donc le maïs est venu en 1984. Et le riz, il est venu quand ?  
R : Le riz est venu l'année passée.  
Q : En 1994, qu'est ce qui était venu ?  
R : A part le sorgho, ils ont amené du sucre, du lait en poudre, le *lahada*. »

### **1.1. Garo djire, dans les années 1950**

Cette crise lointaine dans les mémoires serait une crise alimentaire survenue vers 1954. L'on en retient que c'est l'année de la farine de manioc (« *gari* »). Le *gari* était l'aliment de substitution nouvellement introduit dans le régime alimentaire à la faveur de la crise. L'on s'en procurait essentiellement au Nigeria.

### **1.2. Banda bari, dans les années 1960**

*Banda bari* signifie « *tourner le dos (pour manger)* » ou manger sans partager. L'absence de solidarité aura été l'élément important de cette crise. L'Etat aurait favorisé la vente à prix modéré de céréales. Cette année-là, les plus pauvres ont mangé des feuilles et aliments de cueillette : *anza*, *hasu*, *bagay*, *hanam*. Certaines personnes ont aussi fouillé les termitières et les fourmilières à la recherche de graines de céréales transportées par des fourmis ou par des termites.

### **1.3. Tombola, dans les années 1970**

« *Tombola* », comme pour la loterie, est une crise survenue en 1974. Cette crise s'est manifestée par un déficit fourrager. Il y a eu beaucoup d'animaux morts, des cheptels entiers ont été décimés. Les propriétaires d'animaux ont dû les brader précipitamment en priant qu'ils ne meurent pas avant la vente : la probabilité pour que l'animal survive était très mince comme lorsqu'on joue à la tombola, ce jeu de hasard.

Les hommes aussi ont souffert cette année car il n'y avait pas de céréales. Il semble y avoir eu une campagne de vulgarisation du niébé (*dungunri*) après la crise alimentaire de 1974. Il y aurait même eu une chanson enregistrée dans toutes les langues importantes du pays, vantant les qualités nutritionnelles du niébé, du « *dungunri hawru* » (pâte de niébé). Le maïs aussi a fait son introduction dans le régime alimentaire.

### **1.4. Dasey djire ou djabbe kuru, dans les années 1980**

En 1984, les populations de Tondikiwindi ont souffert à la fois d'un déficit vivrier et d'un déficit fourrager, conséquence d'une insuffisance et d'un arrêt précoce des pluies (« *zama* »). Les hommes auraient été si affamés et tant amaigris qu'ils flottaient dans leur boubou à la recherche de nourriture ; cette image traduisant l'ampleur de la crise a donné

l'expression « *djabbe kuru* ». Les femmes les plus pauvres pilaient<sup>5</sup> le mil pour celles qui en avaient encore, afin d'être rétribuées en argent ou en mil. Certaines allaient à la recherche de bois mort qu'elles revendaient pour acheter du *gari* (farine de manioc). Les hommes les plus pauvres ont exercé des petits métiers : réfection de toits, construction et réfection de maisons, travaux de fabrication de briques en banco, salariat agricole. Il y a eu déstockage, décapitalisation des animaux chez ceux qui en avaient.

« Certaines personnes ont même volé, mais après la famine, elles sont redevenues honnêtes » (le chef de village de Mangaïzé).

« Les gens ont tellement maigri que les vêtements flottaient ; ils les traînaient pour demander à manger à tout le monde » (le chef de village de Tondikiwindi).

« Nos zones étaient quelques fois approvisionnées par les commerçants qui venaient du pays haoussa » (le chef de village de Mangaïzé)

Parmi les aliments de cueillette, seuls *anza* et *hasu* ont été consommés car il n'y avait que ça pour les pauvres. Les moins vulnérables notent que bien que le *gari* soit arrivé dans les années 50 (*garo djire*), c'est en 1984 que cette denrée est rentrée dans leur alimentation, c'est cette année-là qu'ils en ont véritablement consommé. L'Etat aurait procédé à la vente à prix modéré de sorgho et de maïs :

« Le Zarma ne connaissait pas le maïs en ce moment » (le chef de village de Mangaïzé).

C'est l'année aussi de la création de multiples banques de céréales ou du renforcement des stocks à travers le pays.

La principale caractéristique de cette crise, en termes de stratégies des populations, c'est l'émigration massive prolongée, voire définitive, des bras valides, de familles entières ; d'où l'appellation a posteriori *dasey djire*, exclamation signifiant « *l'année où les gens se sont éparpillés ou dispersés* ». Avant l'exode, il y a eu déstockage des animaux : vendre pour partir. Des gens sont partis n'importe où, « *des TLM entiers* » (camions remorques). Ceux qui sont revenus ont inscrit l'exode saisonnier dans leurs stratégies de survie. C'est une période d'introduction du maraîchage dans le système cultural local.

« Avant cette famine, les gens vendaient une partie de leur récolte pour les petits besoins. Avec la crise on a commencé à diminuer les pratiques ostentatoires » (le chef de village de Mangaïzé).

### **1.5. Kaylu badje ize, dans les années 1990**

*Kaylu badje ize* est arrivé en 1996-1997. Les pluies étaient insuffisantes et se sont arrêtées précocement.

*Anza*, *hasu* et *bagay* sont les principaux aliments de cueillette consommés à cette époque, où l'exode temporaire a permis de juguler la crise. Les migrants ont ramené argent et vivres. En attendant leur retour, la vente d'animaux pour acheter des vivres a été une stratégie palliative. Le riz, considéré par les populations comme aliment de prestige, a été distribué gratuitement par l'Etat. De plus, afin de freiner l'exode, le système de récupération ou régénération des sols lessivés a été institué à travers la création de sites HIMO (haute intensité de main d'œuvre) pour la réalisation de travaux avec travail contre nourriture ou argent (« *food for work* » et « *cash for work* »).

---

<sup>5</sup> Les pileuses : *duru-duru ize* en zarma

## 1.6. Dowa djire ou ka iri mama, en 2004

C'est « l'année des criquets »<sup>6</sup> en 2004-2005. Cette crise est estimée comparativement aux trois dernières années agricoles : la saison 2003-2004 (l'année avant les criquets), 2004-2005 (l'année des criquets) et 2005-2006 (c'est l'année après la crise médiatisée).

L'année des criquets est considérée comme paradoxalement « providentielle » parce que « grâce » aux criquets (*dowa*), la crise que les habitants vivent depuis 1984 ou 1996/1997, a été visible et les secours relativement rapides. Les criquets, c'est la preuve supplémentaire du déficit qui, de toute façon, était prévisible en raison et des pluies tardives et de leur mauvaise répartition. Depuis 1984 ou 1996-1997, les populations de Tondikiwindi, qui ont sombré dans la vulnérabilité et dans la pauvreté, vivent une situation de crise permanente, devenue normale ; les récoltes depuis toujours sont moins bonnes qu'avant le début de la crise permanente. Les populations s'en ont accommodé. Plus des deux tiers de la population (les *alfukaru*) vit difficilement au quotidien. Presque chaque année, avant la crise et même lors de la saison culturale 2004-2005, des vers (*djeri-djeri*) et des insectes « *plus dangereux et nuisibles*<sup>7</sup> que les criquets ravagent la production de mil surtout ; ils s'infiltrèrent dans les tiges ou les épis de mil. Le criquet met des années pour attaquer, or *djeri-djeri*, c'est chaque année » (H.Y., 56 ans, du village de Tondikiwindi). En 2004, avant même l'arrivée des criquets, les agriculteurs étaient persuadés d'une autre mauvaise récolte, d'abord parce que les pluies sont arrivés très tardivement (la période « normale » de labour était passée et les émigrations avaient commencé), et ensuite parce que ces pluies se sont arrêtées à la grenaison du mil. C'est presque à la même période que les criquets pèlerins sont arrivés un après-midi « *comme un nuage de poussière* » (une matrone du village de Tondikiwindi et aussi B., une femme chef de ménage-veuve, du village de Tondikiwindi, 42 ans, 5 enfants).

« Les criquets après leur repas voulaient partir, quand il y a eu la pluie. Ils sont restés dans nos champs. Ils ont passé la nuit jusqu'au lendemain midi. Là, ils ont mangé le peu qui restait. Quand j'ai vu mon champ, j'ai voulu quitter le village » (B., une femme chef de ménage, veuve, village de Tondikiwindi, 42 ans, 5 enfants).

Le fait de passer la nuit dans les champs a été encore plus dramatique du fait des dommages causés aux cultures.

Cette calamité a, selon tous les interlocuteurs, touché plus la partie Nord du canton de Tondikiwindi, au-delà du village de Mangaizé.

« J'ai vu des familles partir avec tout ce qui leur restait : jeunes couples avec un bouc, des marmites, un mortier et un pilon, tenant leur baluchon. Ça veut dire qu'ils vont pour toujours et non pour la saison morte. Ce sont des gros camions qui conduisaient les populations vers Ouallam et peut-être plus loin » (un agent d'ONG).

Le village de Tondikiwindi n'a pas vécu le même drame : « Au village de Tondikiwindi même, il y a eu l'exode comme d'habitude. Je ne connais pas de familles qui ont quitté. Ici, ils ont appris à survivre avec leurs propres stratégies, ils sont proches de la ville de Ouallam » (un agent d'ONG, résidant dans le village de Tondikiwindi).

---

<sup>6</sup> Le chef de canton pense que la crise, qui perdure depuis des années, est une manifestation de la colère de Dieu : « *Il y a une bonne dizaine d'années que les productions ne sont pas bonnes. C'est parce que les gens ne sont pas sérieux. C'est une punition de Dieu ; il a bloqué la pluie. Ce sont les péchés qui empêchent l'eau de tomber. Dieu a dit d'être solidaires. Les nantis doivent partager avec les autres. Mais ils ne le font pas. Ils attendent toujours que les pauvres viennent quémander, mentir même parfois, avant de leur donner quelque chose* ».

<sup>7</sup> Les habitudes culturelles sont telles que les produits phytosanitaires sont peu ou pas utilisés pour lutter contre les maladies des plantes.

Si l'émigration a été la première stratégie, certaines personnes sont restées sur place et ont contracté de petites dettes quotidiennes auprès des commerçants, ce qui a conduit à l'appellation « *ka iri ma maa* » en zarma, qui signifie « vient à part, on va s'entendre ».

*Ka iri ma maa* est une appellation de l'année des criquets, parce que « c'est la période où on a pris beaucoup de crédits en cachette. On ne veut pas que les autres apprennent ça, sinon ils vont gâter les affaires. Il y a des gens qui aiment le commérage ; ils peuvent dire au commerçant « ne lui donne pas, il n'a rien pour rembourser ». Ça, ça peut influencer le commerçant ; c'est pourquoi on se cachait » (un jeune du village de Mangaizé).

Sentant le danger du dépeuplement de son canton (toute la partie Nord dont la zone extrême est à 105 km du chef lieu de canton), le chef de canton et quelques chefs de villages et notables « *ont alors fait le déplacement à Niamey pour expliquer la situation* » (un agent d'ONG), annoncer leur sinistre « providentiel ».

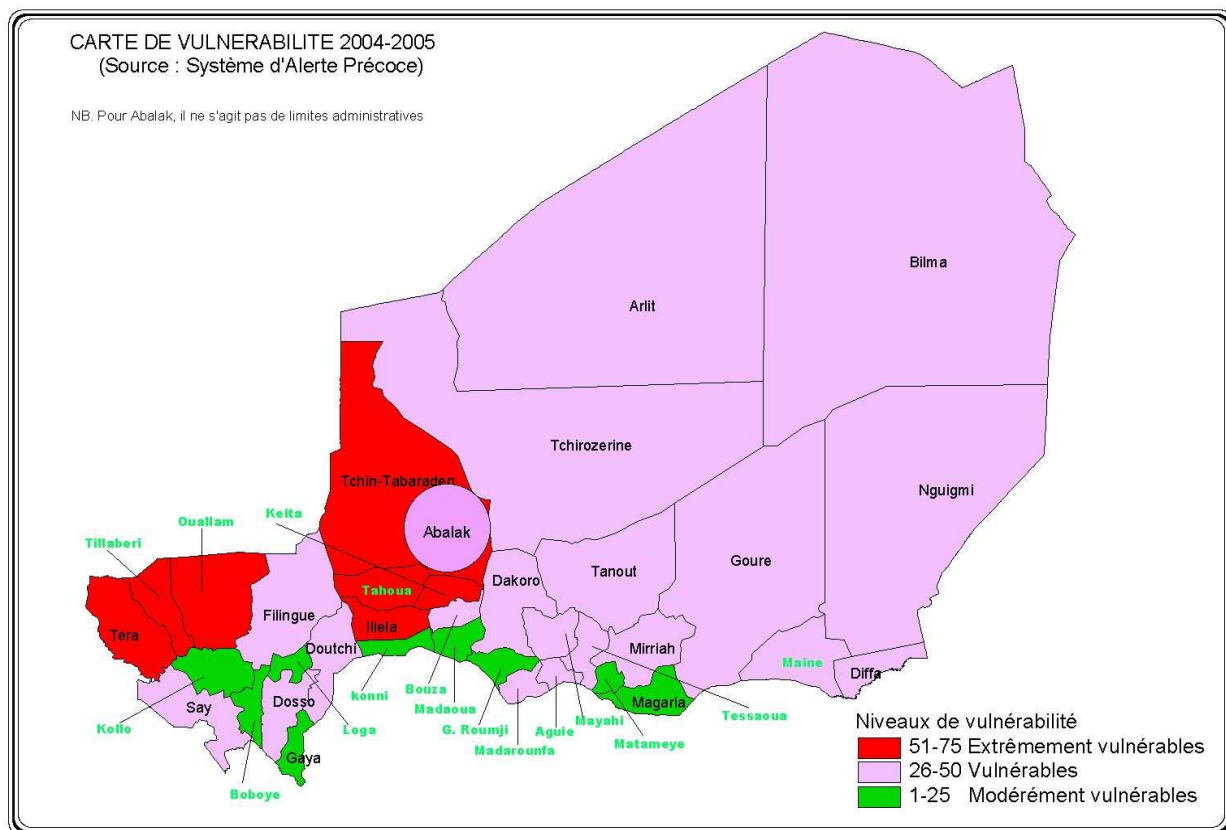
Un agent de la CCA<sup>8</sup> serait venu constater les dégâts : « Les criquets avaient mangé tout le mil ; même les herbes qui entouraient les plants ont été mangés. Cette action des criquets était la preuve qu'il n'y aura pas de récolte. Ils (les «agents de constats») ont filmé, ils ont photographié ; c'est parti à Niamey ».

La délégation venue de Niamey aurait recommandé aux habitants du canton de Tondikiwindi de renoncer à une émigration de masse car l'aide de l'Etat arriverait sous peu.

Le canton a été déclaré extrêmement vulnérable par le SAP comme l'indique la carte ci-dessous.

---

<sup>8</sup> Selon certaines versions, il s'agirait du « *chef de la cellule rattachée au cabinet du premier ministre, c'est le bureau chargé de la situation alimentaire* » (le coordonnateur), d'autres disent que c'est un simple agent de la CCA, etc. Toujours est-il que quelqu'un serait venu constater les faits.



L'évaluation de la vulnérabilité alimentaire, lors de la première réunion du SAP en janvier 2005, a fait ressortir que neuf des 45 départements du Niger (y compris le département de Ouallam et la zone de Tondikiwindi) étaient en état d'extrême vulnérabilité (de 51 à 75%), les attaques des criquets pèlerins ayant entraîné dans plusieurs zones des pertes de productions d'intensité variable pouvant aller jusqu'à 100%.

Ainsi, le chef de village de Tondikiwindi affirme que « *dès octobre 2004, le prix modéré a commencé* ». La vente à prix modéré, à cette période, aurait relativement stabilisé les prix de vente des céréales. Mais la stabilisation des prix n'a été que de courte durée.

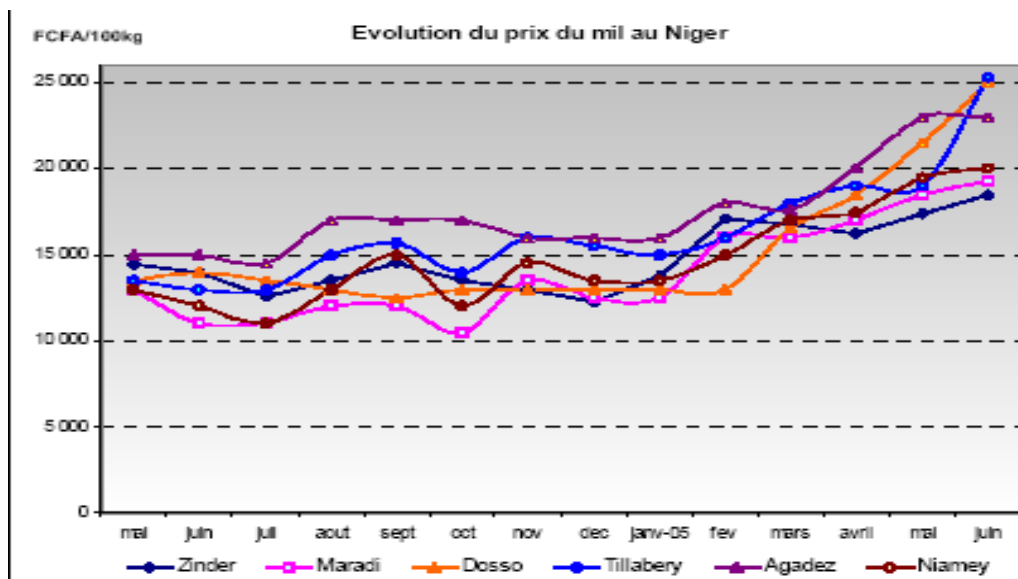
« Les commerçants n'ont pas réagi parce qu'ils savaient que le prix modéré n'allait pas durer. Quand il y a eu les premières ruptures de stock, les prix ont monté un peu » (un agent d'ONG).

« Avec l'alerte médiatique dans le pays en juin 2005 les donateurs ont afflué et se sont suivis dans la commune » (un agent d'ONG).

La médiatisation nationale et internationale de la crise, devenue nationale (pour d'autres raisons ailleurs que les criquets), aurait eu pour conséquence une flambée des prix des céréales. Ceux qui en avaient les moyens à Tondikiwindi s'associaient pour s'approvisionner à Niamey, capitale de Niger, distante de 120 km. La disponibilité des denrées n'était pas locale mais elle l'était pour ceux qui avaient les moyens d'acheter ailleurs.

Graphique sur l'évolution du prix du mil sur différents marchés au Niger de mai 2004 à juin 2005

(source : Afrique Verte)



Le prix le plus élevé en juin 2005 est celui des marchés de Dosso et de Tillabéri, dont dépendent Ouallam et Tondikiwindi. Le sac de mil de 10 kg est vendu à 25.000 FCFA le sac, voire plus (le chef de canton atteste que le sac se vendait à 30.000 FCFA à cette période) contre moins de 15.000 FCFA à la même période l'année d'avant. A Niamey, le même sac coûtait 20.000 FCFA. Les populations de Tondikiwindi qui en avaient les moyens venaient donc s'approvisionner à Niamey. En octobre 2004, malgré les criquets, on remarque sur le graphique le prix du sac de 100 kg est en dessous de 15.000 FCFA dans la région de Tillabéri. Au mois de juin 2005, c'est le mois de la sonnette d'alarme pour attirer l'attention de l'opinion internationale. Même le maïs coûtait 20.000 FCFA le sac au lieu de 10 à 15.000 FCFA.

Cette année à la même période, le sac de mil coûte 21.000 FCFA sur les marchés locaux de Mangaizé et de Banibangou, dans le canton de Tondikiwindi. On note une baisse de prix par rapport à l'année des criquets mais il reste relativement élevée par rapport à l'année d'avant.

### 1.7. *Tabo te dama, actuellement*

Tous nos interlocuteurs affirment que en 2006 la souffrance a diminué mais que la crise continue. Selon le maire de la commune de Tondikiwindi, « d'après les données du SAP, il y a 43 ou 44 villages déficitaires à plus de 80% » sur les 83 villages de la commune. Au moment des enquêtes, les travaux contre nourriture (*food for work*) et/ou argent (*cash for work*) avaient commencé (depuis fin mai) ; les populations sont aussi en attente de semences « que l'Etat, à travers la CCA, devrait distribuer gratuitement début juin 2006 » (le maire de la commune de Tondikiwindi).

« Présentement<sup>9</sup>, un sac de mil coûte 19 000 FCFA à 20 000 FCFA ; ça veut dire que cette année 2006 est aussi une année de crise, même si l'année passée à la même période, le même sac était vendu à 30 000 FCFA. L'an passé, ce n'était même pas disponible, les gens mangeaient le riz ». (agent du service de l'agriculture à Ouallam)

<sup>9</sup> Au moment des enquêtes en mai-juin 2006.

Si le sac de mil est entre 19 000 et 20 000 FCFA à Ouallam, il coûte 21 000 FCFA dans le canton de Tondikiwindi.

Pour conclure, indépendamment de l'insécurité alimentaire chronique, pratiquement chaque décennie il y a au moins une crise, disette ou famine. La sémiologie populaire indique l'ampleur de la crise (*djabé kuru*), la principale cause (*dowa djire*), la principale stratégie (*dase djire* ou l'émigration de non retour), les principaux maux (*bandabari*, ou l'absence de solidarité), etc. Ce recensement des principales crises depuis les années 1950 montre aussi que les populations de Tondikiwindi sont habituées à recevoir de l'aide dès que la situation alimentaire est plus alarmante que d'habitude. Il n'est pas étonnant que l'attente de l'aide soit inscrit dans les stratégies (les bras valides vont chercher de l'argent, les femmes, les vieillards et les enfants restent attendre les distributions alimentaires et l'argent pour acheter les vivres à prix modéré ou sur le marché).

## 2. Attentisme et débrouillardise : stratégies individuelles et stratégies familiales

La précarité et le déficit alimentaire chroniques conduisent les habitants de Tondikiwindi à adopter différentes stratégies selon leur niveau de vulnérabilité, leur pouvoir économique, leur pouvoir politique, etc. Le profil socio-économique des ménages ou des individus permet de les classer en deux ou trois grandes catégories de richesse et/ou de vulnérabilité, qui elles-mêmes sont subdivisées selon l'informateur (chaque informateur en faisant son classement, estime la proportion de chaque type ou catégorie d'individus).

Ainsi, selon le chef de canton, on trouve dans tout le canton de Tondikiwindi deux types d'individus : les *gondakoy* ou *hinakoy* d'un côté et les *alfukaru* de l'autre.

« Ceux qui ont les moyens (*gondakoy* ou *hinakoy*), ils ont l'argent, ils peuvent acheter jusqu'à 10 sacs de mil. Ce sont les chef de canton, de village, les gros commerçants et tous ceux qui ont l'argent que Dieu leur a donné, c'est-à-dire ceux qui ont des parents en exode ou qui profitent de leur filiation avec les nantis ».

Les *alfukaru* « ce sont ces personnes qui survivent ; ils cherchent à assurer le quotidien ; ils font de petits travaux ou bien ils vivent de don » ce sont les *tabante* (« ceux qui souffrent »).

Le chef de village de Tondikiwindi comme la plupart des interlocuteurs du village, classe la population en trois catégories : les *bonwasa*, les *dama-dama* et les *talaka*.

« Les *bonwasa*, c'est ceux qui ont un peu, qui se suffisent à eux-mêmes (...) on peut les diviser en deux catégories : les intermédiaires entre les *bonwasa* et les *dama-dama* et les vrais *bonwasa*; les intermédiaires ne cherchent auprès de personne. Il y a ensuite les *dama-dama*, c'est ceux qui ont un peu mais pas beaucoup. Le dernier et le plus grand lot, ce sont les *talaka*, ceux qui n'ont rien ».

Que ce soit avec le classement du chef de canton ou celui du chef et de la majorité de enquêtés, la pauvreté est une des caractéristiques de Tondikiwindi.

*Alfukaru* (le pauvre) « c'est celui qui n'a pas de réserve alimentaire, qui n'a pas le repas de demain, qui vit au quotidien » (Maliki, H., demi frère du chef de canton).

Pour cette catégorie de personnes, plus tôt on manque de ressources, plus on anticipe dans les stratégies. On n'a pas recours aux autres, on redouble d'efforts, on n'est pas surpris, on supporte plus facilement la difficulté, car de toutes façons, on vit au quotidien. Les plus dynamiques de cette catégorie de personnes considèrent qu'ils « mangent leur chair » (« *iri hamo no ir go ga ngwa* ») à force de vendre leur force de travail, qui pour des recherches de fagots, de chaumes ou de fourrage à vendre, qui pour la fabrication de briques en banco ou la participation à des travaux de construction d'une case, etc.

On peut subdiviser les *alfukaru* en deux sous-groupes. Il y les *talaka*, ils usent de leur dynamisme ; ils utilisent leur force de travail. Les *talaka* représentent un tiers de la population selon le chef de canton, « ils sortent pour chercher à manger grâce à leur travail ». Ceux-là, se sont endettés au quotidien, mais ont aussi remboursé leurs dettes au jour le jour.

« On prenait du gari ou du riz à crédit chez le commerçant. Et dès que tu déposes ça à la maison, tu cours en brousse chercher du fagot ou du fourrage à vendre pour rembourser ton crédit afin de garder la confiance du commerçant, pour avoir d'autres crédits ». (un jeune de Mangaizé )

La majorité de la population, selon le chef de canton, ce sont les vrais *alfukaru*, qui n'ont rien. Le chef de canton précise qu'ils sont soutenus par les riches.

Les *alfukaru* « ceux qui attendent que leur femme ou quelqu'un leur donne à manger. Ceux-là, ce sont les plus pauvres. Ils vivent de mendicité et de don, d'aide et du travail de leur femme (...) généralement, ils sont très faibles ; ils ne peuvent même pas labourer un *dumbi*<sup>10</sup> ». (un jeune de Mangaizé)

Dans la classification des ménages, on tient compte du pouvoir économique, du pouvoir politique, du nombre de têtes d'animaux, de la capacité à assurer l'alimentation de la famille sur une longue période.

La débrouillardise en attendant l'argent des migrants a été une stratégie importante durant l'année 2004-2005 : certains ont exercé le petit commerce, d'autres des travaux agricoles, d'autres encore des cultures de saison et enfin certains ont fait de petits travaux dans le village (maçonnerie, recherche et vente de fagots, de chaumes, fabrication de briques en banco, ...). Les habitants de Tondikiwindi n'ont donc pas connu la faim tant décriée en d'autres endroits.

### **2.1. Des migrations de survie aux migrations de vie**

Selon le chef de canton, seuls environ 20% des *alfukaru* reste sur place. Ce sont eux qui forment la main d'œuvre pour les *gondakoy*. La plupart émigre à la recherche d'activités rémunératrices, à la recherche d'emploi saisonnier à l'étranger ou dans le pays ; ils ne reviennent que lorsque la saison des pluies est en cours. Ils accusent un retard dans la mise en valeur de leur propre champ.

L'émigration est passée d'une stratégie de survie à un mode de vie. Rares sont les ménages ou familles qui n'ont pas de migrants à l'extérieur du village ou du pays. D'ailleurs, avoir un parent à l'étranger est un signe de « richesse », de sécurité sociale et alimentaire, c'est le signe qu'on a un soutien, un recours sûr en cas de difficulté. C'est pourquoi chaque famille s'organise pour avoir au moins deux émigrants en son sein (un à l'étranger, et un vers d'autres régions ou les grandes villes du Niger).

Quand il y a eu les criquets, « le gouvernement a envoyé un message pour dire aux gens de rester, il y aura vente à prix modéré. On s'est concerté dans le village et on a décidé que les jeunes partent pour envoyer de l'argent pour acheter les prix modérés » (le chef de village de Tondikiwindi).

L'émigration est ainsi la première stratégie mise en place cette année-là. Ils étaient nombreux les partants.

« D'octobre à mai, la majorité des villageois sont partis. Ils sont partis deux ou trois jours après les criquets. On a tous eu peur. Au bout d'un mois, il n'y avait plus personne au village. Certains sont restés en exode » (le chef de village de Tondikiwindi).

« Sur les 495 chefs de ménages du village de Tondikiwindi, 57% sont partis quand il y a eu les criquets. Ce sont les bras valides. Ceux qui sont restés, les 43 %, ce sont les femmes et les vieux. Certains sont partis à l'extérieur du Niger (Mali, Togo, Côte d'Ivoire, Bénin, Nigeria) et d'autres vers les grandes villes du Niger (Niamey, Tillabéri, Say). Ceux qui sont allés vers les villes faisaient des allers/retours fréquents » (le chef de village)

Du point de vue du chef de village, deux situations caractérisent l'émigration en 2004-2005 : d'abord le nombre et l'identité des partants et ensuite la fréquence des allers/retours : ce sont 57% des chefs de ménage et 30 % de la population totale qui sont

---

<sup>10</sup> Un « *dumbi* » représenterait environ 100 à 150 m<sup>2</sup>.

partis, les premiers (chefs de ménages) faisant des allers/retours fréquents. En 2005-2006, seulement 18% des chefs de ménages sont partis, et 26 % de la population totale : on peut en déduire qu'il y a eu une forte baisse du nombre de chefs de ménages et une légère s'agissant de la population totale. Même ceux qui n'émigraient pas l'ont fait en 2004-2005, l'argument ou le prétexte des criquets était sans faille, puisque tout le monde en a entendu parler. Lui-même en tant que chef de village est parti momentanément en 2004-2005 (45 jours) mais pas pour travailler ; le prétexte des criquets lui a permis de rendre visite à ses « administrés » au Nigeria, et de recevoir beaucoup d'argent. « Même-moi, j'étais au Nigeria à la mi février 2005. Je suis allé voir les gens de mon village là-bas, je suis resté 45 jours. Ils m'ont donné de l'argent. A mon retour, je me suis arrêté à Niamey. J'ai acheté 10 sacs de mil (1 sac à 23.500 FCFA et 1.000 FCFA le transport par sac), 5 sacs de maïs (1 sac à 17.500 FCFA et 1.000 FCFA le transport), 2 sacs de riz (14.500 FCFA le sac et 500 FCFA le sac le transport). Je suis revenu les bras chargés ».

Ces tarifs sont ceux de fin mars 2005. La visite du chef de village a été l'occasion pour les ressortissants de Tondikiwindi à l'étranger d'apporter une aide « collective » au village (à travers le chef) mais individuellement chacun aura aussi donné quelque chose pour sa famille restée au village (le chef aura été la courroie de transmission afin que chaque famille reçoive quelque chose).

« Ici dans le Zarmaganda, nos jeunes vont toujours en exode après les récoltes et reviennent au moment des pluies ; ils assurent la production et repartent. Mais quand ils sont bien, ou quand le lieu d'émigration est bien, ils restent » (une matrone du village de Tondikiwindi)

Ceux qui restent au loin constituent un filet de sécurité pour la famille restée au village.

L'étude de cas qui suit montre comment se fait l'accueil des nouveaux immigrants, loin du village et du Niger, et leur insertion dans le tissu économique du lieu d'immigration. Il montre que le système de *sabon hausa* ne favorise pas les retours définitifs, avec l'importance de la téléphonie cellulaire et de Western Union (*banki*) dans la rapidité des envois d'argent, et la solidarité autour des frais d'envoi.

#### Etude de cas : O.K. et les envois d'argent

O.K. est commerçant, né en 1971, résidant en Côte d'Ivoire, mais sa femme est au village de Tondikiwindi. « Chaque année, je reviens jusque pour la saison pluvieuse et je retourne après les labours. Parfois j'attends les récoltes, mais il y a longtemps que je n'attends plus les récoltes. C'est juste les premiers labours que je fais. Parfois, je fais un an et des fois je fais 20 mois avant de revenir au village. J'ai commencé à partir en exode il y a environ 12 ans. Avant, je faisais du commerce à Niamey, un jour j'ai vu un parent à moi et je lui ai dit que je voulais partir en Côte d'Ivoire. Parce que si on reste dans un seul lieu, on ne sera pas éveillé. Lui il est déjà là-bas (en Côte d'Ivoire). J'avais une vingtaine, disons 27 ans environ ».

#### L'organisation du départ et la gestion des difficultés sur le trajet

« Vous savez, la Côte d'Ivoire est un pays riche, différent du nôtre. C'est un pays où chacun travail pour gagner sa vie alors qu'au Niger ... Là-bas tout le monde travaille alors qu'ici on ne voit pas l'importance du travail, même pas le droit au repas. J'ai commencé d'abord pour m'informer sur ce qu'il faut faire sur la route, comment se passe le transport. J'ai fait dire une *fatiha* avant de partir.

J'avais l'argent. Sans argent ça ne peut pas être facile. Parce que d'abord les policiers embêtent les gens. Ils demandent la carte de séjour. Avant les gens payaient 5.000 FCFA, mais avec les réformes, c'est jusqu'à 35.000 FCFA pour la carte de séjour. Il y a des lieux où il faut donner jusqu'à 10.000 FCFA. Donc si on a rien, on ne peut pas aller.

C'est la même personne qui m'a informé avant notre départ. Il doit informer bien avant de partir, déjà on entend les gens raconter que les policiers font souffrir sur la route. Il y a des lieux où les policiers font descendre des passagers et le véhicule les laisse ».

### L'arrivée au lieu d'immigration et le système *sabon hausa*

« Dès la descente du véhicule à mon arrivée, j'ai cherché mes « parents » qui sont là-bas. Parce que tout celui qui vient en « *sabon hausa* » (littéralement « nouveau Haoussa », ce terme désigne le nouveau venu, tout Nigérien étant assimilé à un Haoussa) doit d'abord chercher à rejoindre ses parents qui l'aident. Il y a des parents qui donnent 20.000 FCFA, d'autres donnent 10.000 FCFA, chacun d'eux donne selon ses moyens. Et c'est ça qui va servir de fond de démarrage au nouvel arrivant. J'ai cherché mes parents proches qui sont là-bas. Je suis resté « *sabon hausa* » juste une semaine. Quand on part là bas, on fait une semaine en train de se reposer. Toute la semaine les gens s'occupent du nouveau venu et il ne paie rien, même pour manger. Les gens leur font tout. Si par hasard il a contracté un crédit en cours de route, ce sont eux qui remboursent. Moi j'avais contracté 10 000 FCFA comme crédit en route, pris avec le chauffeur. Dès mon arrivée, j'ai dit aux gens que j'ai contracté un crédit et ils ont remboursé le chauffeur du bus. C'est à dire qu'en cours de route, celui qui épuise son argent peut s'adresser au chauffeur qui lui remet la somme demandée en prenant le soin de garder ses bagages en guise de garantie. A l'arrivée la personne part voir ses parents qui remboursent pour reprendre ses bagages et sa carte d'identité aussi. Moi j'ai pris 10.000 FCFA pour manger en route.

La première fois ? J'ai eu 35.000 FCFA pour manger, 20.000 FCFA comme cadeau et puis 50.000 FCFA comme crédit à rembourser. Certains m'ont fait un don et en même temps ils m'ont prêté de l'argent. Ça c'est pour la première fois. Les fois qui vont suivre, avec la confiance, les gens donnent beaucoup plus parce qu'ils savent que chacun a son tour. Déjà après la première semaine, les gens m'ont aidé à faire mon premier ravitaillement en articles divers pour commencer le commerce. J'étais obligé de me faire accompagner parce que je ne maîtrisais pas les choses. C'est à eux de me dire voilà ce que telle chose a coûté et voici comment tu dois la vendre et à tel prix. Mais moi je n'ai pas trop suivi les gens parce que je comprends un peu le français. Ça été plus facile pour moi. Ceux qui ne comprennent pas le français étaient obligés de suivre des gens qui comprennent les langues locales pour pouvoir vendre. Mais quand on comprend le français on peut communiquer ne serait-ce qu'en parlant à un enfant qui traduit à ses parents ».

### Le début des activités de OK, vendeur ambulant : les ruses et stratégies d'intégration, les premières économies

« La première fois j'ai investi 20.000 FCFA parce qu'il faut débiter avec un petit fonds d'abord, le temps de comprendre le marché. On m'avait payé des chaussures, des produits cosmétiques. J'étais parti vendre ; on partait dans les villages. Mais comme je comprends le français, je me détachais du groupe. Là-bas le vendeur ambulant est obligé de s'asseoir. Les clients invitent le vendeur à s'asseoir, s'il refuse de s'asseoir ils ne payent rien. Si le vendeur s'assoit, ils commencent par lui demander des informations. C'est par la suite qu'ils vont payer les articles qu'ils veulent. Moi, j'étais parti en août, il a fallu janvier pour commencer à rembourser les crédits. C'est vrai que là-bas, dès que les clients marchendent, ils payent l'article. Et avant même de marchander, ils donnent au vendeur de l'eau à boire et même pour se laver. Ils cèdent souvent leur véranda aux vendeurs pour qu'ils passent la nuit. Le lendemain, le vendeur peut continuer sa route. On peut faire jusqu'à deux ou trois jours en train de circuler. Parce que ce sont des fermiers. Certains sont dans leurs champs et il y a aussi des petits villages proches. Ce sont des gens qui ne viennent pas souvent en ville en dehors du jour du marché. C'est le jour du marché que nous revenons en ville. Moi, j'ai d'abord payé un vélo et un peu après j'ai payé une place pour un hangar dans la ville ».

### Le commerçant confirmé a besoin de soutien financier à chaque retour du village (les mains vides) pour reconstituer son capital

« Je n'ai pas mis du temps avant de payer le vélo et le hangar (une place au marché). Je les ai payés au bout de 6 mois. Mais c'est 6 autres mois plus tard que je suis revenu en ville pour installer mon commerce dans le hangar acheté. Je vends des tissus, des tricots, des montres. Quand je reviens à Tondikiwindi, il y a des vieilles « *gayda* » qui l'occupent (en location) quand je quitte. Et quel que soit le nombre de mois que je passe ici à la maison, elles vont me donner l'argent. Chaque mois elles payent 2.000 FCFA. Parfois elles donnent l'argent à mes parents qui sont là-bas. Ce sont eux qui épargnent pour moi et font les petites réparations du hangar si nécessaire. Quand je retournerai en Côte d'Ivoire, ça ne sera pas comme la toute première fois. Parce que déjà, j'ai compris le système. Et

avec la confiance qui s'est créée entre nous, il y aura des gens qui vont me prêter 100.000 FCFA ou même 200.000 FCFA. A part même mes parents, d'autres personnes pourront me prêter de l'argent, même parmi les Ivoiriens. Ils peuvent par exemple vous demander où sont vos affaires. Si vous leur répondez que vous venez juste d'arriver, ceux avec qui vous avez lié amitié et ceux qui ont eu confiance en vous, vont vous proposer des crédits de 100.000 FCFA, certains jusqu'à 200.000 FCFA ou 50.000 FCFA. Mais eux, quand ils vous proposent de l'argent et que vous refusez de prendre, vous n'allez plus en avoir auprès d'eux, même en cas de grandes difficultés. Pour rembourser ces crédits ? En général les gens attendent après le 1<sup>er</sup> janvier pour réclamer leur argent. Mais s'ils savent que la personne restera toute l'année, ils peuvent lui dire de laisser jusqu'à ce qu'elle gagne beaucoup ».

L'aide aux parents de Tondikiwindi à des moments calculés : envoyés, mandats poste et désormais le système d'envoi rapide (« banki ») collectif

« La première fois que je suis arrivé en Côte d'Ivoire, j'ai commencé à envoyer l'argent après le 1<sup>er</sup> janvier. Au début je ne connaissais pas tellement les choses et même les gens. Ce n'était pas facile d'envoyer quelque chose. J'ai envoyé d'abord 25.000 FCFA et puis 30.000 FCFA, parce qu'il fallait d'abord apprendre à parler les langues locales pour bien faire son commerce et gagner beaucoup. Quand on ne sait parler la langue on ne gagne pas beaucoup. En général on donne l'argent à ceux qui reviennent au village afin de le remettre à nos parents. D'abord ma famille ne me demande pas d'envoyer de l'argent. Mais puisque moi-même je connais les périodes difficiles, j'imagine seulement les conditions dans lesquelles ils pourraient être et j'envoie de l'argent. C'est surtout la période hivernale où les gens peuvent manquer de nourriture. C'est en ce moment qu'il faut envoyer de l'argent pour leur permettre de payer des vivres pour pouvoir labourer. En moyenne, j'envoie trois fois de l'argent dans l'année.

On envoie l'argent par la banque maintenant mais avec la banque c'est cher, et surtout si c'est une petite somme. Parce que pour envoyer entre 50 000 et 100.000 FCFA ils prennent 15.000 FCFA comme frais ; dans des cas comme ça, on s'associe pour envoyer en même temps. Ainsi le coût est partagé et ça revient moins cher. Parce que c'est une seule somme qui est envoyée. Avant quand il y avait la poste c'était moins cher. On donne seulement 1.000 FCFA à la poste pour prendre une carte verte et c'est ça qui permet d'aller à l'intérieur pour envoyer. A l'époque, avec la poste pour envoyer 50.000 FCFA ils prennent 4.665 FCFA. Mais maintenant, comme ce n'est pas la poste, ils prennent 15.000 FCFA ; jusqu'à 200.000 FCFA on paye 15.000 FCFA. Au delà de 200.000 ou 300.000 FCFA, les frais augmentent. Avec la banque, il faut encore appeler le destinataire pour lui donner le mot de passe. Par exemple nous les Zarma nous pouvons dire « fofo ». Au moment de retirer l'argent, si le destinataire ne pas dit pas le mot de passe « fofo » il n'aura pas l'argent. Ils renvoient d'ailleurs l'argent en Côte d'Ivoire, à l'expéditeur. Comme ici il n'y a pas de téléphone, j'appelle un de mes parents à Niamey du nom de X., je lui donne le mot de passe qu'il doit dire à la banque pour retirer l'argent. Comme on peut toucher l'argent en une journée, il m'appelle pour me dire qu'il l'a touché. Il a amené l'argent lui-même ici au village. On envoie l'argent par voie rapide en cas de problèmes au village. Comme nous nous renseignons sur nos familles et sur la situation agricole, dès qu'on nous dit que les récoltes n'ont pas été bonnes, nous nous précipitons pour envoyer de l'argent pour leur permettre de payer des vivres. Si les récoltes ont été bonnes, nous attendons la saison des pluies pour leur envoyer de l'argent. C'est l'année des criquets qu'on a envoyé l'argent par la banque. Mais depuis longtemps, on utilise la poste ou bien un des nôtres qui retourne au village ».

## **2.2. « Koto » ou la solidarité familiale**

« Koto » signifie supporter quelqu'un sur l'épaule, c'est une sorte de solidarité qui consiste à soutenir son prochain. Ce système s'est imposé au village de Tondikiwindi à cause de la chronicité de la crise alimentaire.

« La première difficulté ici, c'est le manque de vivres. Même quand il pleut normalement, il y a des gens pour qui la production n'est jamais assez bonne. On est obligé de se supporter les uns les autres ». ( le chef de village de Tondikiwindi)

En 2004-2005, peu de gens ont eu recours à cette forme de solidarité, non pas qu'il n'y en avait pas besoin, mais simplement à cause de la honte, de la gêne et de l'honneur.

« Toi-même tu vois que les criquets ont ravagé les champs de tout le monde. Ils n'ont pas trié les champs des pauvres ou des riches. A qui tu vas demander ? Si tu as un peu de dignité, tu vas chercher à manger par la sueur au lieu de demander » (un *talaka* de Tondikiwindi).

Les criquets ont ainsi « sauvé » les moins vulnérables de la forte sollicitation des années précédentes.

« On n'osait même pas confier son enfant à quelqu'un pour se déplacer car c'est une charge et la personne même n'a rien. Si tu veux te déplacer, tu te déplaces avec ton enfant » (une matrone).

Quelques personnes « ont eu recours à leurs parents dans les zones non attaquées par les criquets » (une matrone du village de Tondikiwindi).

« J'ai beaucoup souffert. Mon sac de riz ne faisait pas trois jours. Il y avait des gens qui venaient chez moi aux heures de repas » (le maire)

Ce « peu de scrupules » des villageois dénoncé par le maire et d'autres élites locales (*djine borey*) renvoie au fait que les populations considèrent que ces élites ont largement bénéficié de la crise, et de l'aide alimentaire prévue pour les plus pauvres (soupçons et rumeurs de détournement). Les « squatteurs » de repas quotidiens ou hebdomadaires pensaient ainsi se faire justice.

Le plus grand nombre de demandes d'aide a été adressé aux migrants à l'extérieur du pays (usage de la téléphonie mobile).

### **2.3. Du système agricole au système agropastoral**

L'agriculture n'est plus l'activité principale des plus vulnérables et moyennement vulnérables ; pour eux, c'est une activité en voie de disparition ; ils sont plus dans la débrouillardise ou même dans l'exercice de travaux agricoles pour le compte des moins vulnérables qui, eux-mêmes, ne vivent pas essentiellement de l'agriculture. La baisse de la qualité des sols et les aléas climatiques rendent difficile l'exercice de cette activité peu rentable quand on n'a pas une main d'œuvre familiale ou salariée abondante. De plus les semences utilisées ne correspondent plus depuis longtemps aux réalités pluviométriques.

« Il faut nous trouver une variété de mil précoce qui fait entre 45 et 70 jours. Le *somma* qui est la variété couramment utilisée fait plus de trois mois » (le maire de la commune de Tondikiwindi).

Les semences sélectionnés souhaitées coûtent plus cher.

« Le sac du HKP (*hayni kchirey* précoce) coûte 30.000 FCFA alors que les autres semences de mil (tardif) coûtent 20.000 FCFA le sac » (le maire de la commune de Tondikiwindi).

Rares sont ceux qui ont de la semence en stock, prélevée sur la production précédente ; la plupart attendent la distribution de semences à chaque saison agricole.

Riches et pauvres utilisent la hilaire pour le travail des champs. C'est l'utilisation de main d'œuvre salariée ou familiale qui crée la différence de production et de superficie mise en valeur. L'avantage des riches, c'est qu'ils profitent de la force de travail des pauvres pour le labour, le raclage, le semis. Les laboureurs, ce sont les *alfarize* ou *farfara ize* ; leur

prestation varie entre 750 FCFA par jour et 1.500 FCFA par jour. Les tarifs sont proposés par les *gondakoy*.

« C'est nous qui fixons les prix alléchants pour les attirer » (le chef de canton).

Pendant qu'ils travaillent pour les nantis, les champs des pauvres sont « en vacances » (« *zobu-furu* », c'est un champ enherbé, à l'abandon).

« Je ne fais qu'un mois de labour réel chez moi. Les deux autres mois, je travaille chez les autres. Quand je reviens, l'herbe a poussé, c'est touffu et je n'ai pas assez de force pour labourer ». (D.K., un *talaka*, 51 ans, 1 épouse et 5 enfants). Il précise qu'il ne fait que des cultures associées (sur un même champ) : mil, niébé et sorgho sur une même parcelle alors que « ceux qui ont les moyens (*bonwassa*) les dissocie ». D.K. aurait pu mobiliser le système d'entraide villageoise (*bogu*) pour travailler son champ mais il n'ose pas : « quand ils viennent chez toi, il faut avoir 5.000 FCFA à remettre pour leur manger. Moi, je n'ai pas cette somme ».

Au début des labours, la demande ou le besoin de main d'oeuvre est supérieure à l'offre, elle est très forte : tout le monde veut labourer rapidement son champ. En cette période, ce sont les riches qui fixent les prix pour attirer les plus pauvres; alors que pendant le semis, c'est plutôt les pauvres qui fixent les tarifs.

« Les *alfukaru* en général nous proposent les prix et on négocie. En ce moment-là il pleut ; un chef de famille peut venir te dire « moi je peux te trouver 20 personnes ou plus », et tu prends le moins cher » (le chef de canton).

Les *duma-duma ize* (les « semeurs »), proposent généralement entre 750 FCFA et 1.000 FCFA par jour : 1.000 FCFA pour ceux qui tiennent la daba ou la pioche pour faire les trous et 750 FCFA pour ceux qui mettent les grains et ferment les trous.

On embauche aussi les enfants des familles pauvres.

« On peut prendre un ou deux enfants chez eux. Ces enfants travaillent pour nous toute la saison des pluies, ils effectuent toutes les tâches. Et on paye sa famille en sac de mil au prorata du nombre de jours ou de mois de travail de l'enfant » (le chef de canton de Tondikiwindi).

Les ventes de terre (*fari nereyan*) y sont rares. Les mises en gage (*tolme*) sont rares aussi, mais plus importantes que les ventes; elles sont pratiquées par les plus pauvres

« Tu donnes un peu d'argent au propriétaire du champ en difficulté, quand il te rembourse ton argent, tu lui remets son champ. Ton bénéfice, c'est les récoltes que tu as effectué en attendant qu'il te rembourse ».

Les terres ici sont disponibles, une seule personne peut avoir plusieurs champs et donc dans la difficulté, elle peut se séparer momentanément d'un champ qu'elle ne cultive pas (du fait de la disponibilité). Les terres mise en gage sont les « *gangani fari* » (terres lessivées), les « *tasi fari* » (les terres où il y a du sable) et les « *fari kan ga baan gugo* » (les terres marécageuses : « ce n'est pas facile à travailler pendant la saison des pluies car il y a de l'eau et on ne peut pas y faire du mil ». Les terres les plus prisées (et les plus chères) pour la culture du mil sont les *tasi fari*.

Les terres lessivées « au bout d'un an ou deux sont récupérables avec le système de demi lune ; elles peuvent devenir comme *tasi fari* » (A., agriculteur du village de Tondikiwindi).

Ce sont ces deux types de terre qui sont mises en gage.

On pourrait aussi, compte tenu de la qualité des sols, des glacis, de l'érosion, et des aléas climatiques, y pratiquer aussi l'élevage (vocation pastorale) selon le directeur

départemental de l'élevage. Certes cette activité existe mais elle est exercée en petite quantité par les femmes et les moins vulnérables des villages.

« La plupart des grands troupeaux dans la zone appartiennent aux grands types de Niamey » (le directeur départemental de l'élevage).

C'est la nouvelle catégorie d'éleveurs.

L'année 2004-2005 aura été une année de déficit fourrager pour populations du canton de Tondikiwindi en général.

Au Nord du village de Mangaizé en particulier, « il y a eu affaiblissement généralisé de l'état de santé des animaux à cause de cette insuffisance d'aliments, au point que l'Etat a mis en place des aliments de bétail (graine de coton, des tourteaux). L'AREN<sup>11</sup> aussi a mis en place un magasin de son de blé et des graines de coton. Aussi bien l'Etat que l'AREN, c'est la vente à prix modéré qui était appliquée : le sac de tourteau était vendu à 3.500 FCFA contre 6.000 FCFA sur le marché, le sac de graine de coton à 4.000 FCFA au lieu de 6.000 FCFA sur le marché, le sac de son à 3.500 FCFA au lieu de 6.000 FCFA » (le directeur départemental de l'élevage).

La vente à prix réduit des aliments pour animaux n'est pas une activité nouvelle dans cette zone : « *chaque fois qu'il y a crise, on en fait* » (le directeur départemental de l'élevage). Un comité départemental est chargé de sa gestion, comprenant (le préfet, le service d'élevage, les représentants de populations éleveurs).

« Le préfet réceptionne les produits et le jour du marché on lance l'information. Les gens viennent acheter dans nos 3<sup>12</sup> magasins : ce sont les éleveurs et même des agriculteurs qui ont des animaux. Le seul critère, c'est avoir un animal ».

Du point de vue de ce technicien, l'année en cours (2005-2006) est aussi une année de crise mais « *le déficit fourrager était plus important l'année dernière ; et c'est ce déficit de 2005 qu'on continue à gérer* ».

#### **2.4. Une surcharge de travail pour les femmes**

Si le riz et le maïs ont été les aliments de soudure des moyennement vulnérables, les pauvres ont mangé le son de mil, le couscous (*dembu*) ou la bouillie (*donu*) de « *anza* », le couscous de « *genshi* » (une variété de blé sauvage) et le « *gari* » (farine de manioc). Des pauvres ont aussi cherché et stocké des graines de *anza* en prévision de difficultés alimentaires. *Anza* commence à produire pendant la saison froide jusqu'à l'approche de la saison des pluies. Ce sont les femmes qui vont chercher ces aliments de cueillette ou de ramassage, accompagné parfois des enfants (et de quelques hommes). L'année 2004-2005 a été particulière dans la production de *anza*

« Ce n'est pas chaque année que *anza* donne des fruits. Et même quand il y en a, des insectes mangent les fruits et on ne gagne rien. Mais l'année des criquets, *anza* a bien donné. Ca a fleuri seulement après le passage des criquets. Et on en a eu en grande quantité » (une matrone du village de Tondikiwindi).

« Je travaille pour les gens. Je fais tout. Travaux champêtres, clôtures de maison « *dala* », le bois de chauffe Je gagne parfois 300 FCFA par jour en faisant ces travaux ; il y a des jours où je ne gagne rien. On est obligé de chercher le *anza* pour manger. On le trouve en brousse, c'est très amer il faut le laver plusieurs fois. Pour enlever le goût amer. On l'accompagne de sel et d'huile pour la consommation de toute la famille ». (S., agriculteur)

<sup>11</sup> AREN : Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger.

<sup>12</sup> Pour le département de Ouallam, il y a trois magasins de vente à prix modéré, situés dans la ville de Ouallam, à Banibangou et à Mangaizé.

La cueillette et la préparation de *anza* (*boscia senegalensis*) augmentent la charge de travail des femmes : parcourir de longues distances pour en trouver ; les concasser pour séparer les noix de la coque ; les faire bouillir plusieurs fois afin d'atténuer ou faire disparaître le goût amer ; les préparer sous forme de petits pois (avec un peu de sel et/ou de l'huile quand c'est financièrement possible) ou bien les piler pour obtenir une semoule à préparer sous forme de couscous (« *dembu* »)...

« Pour la recherche de *anza*, les femmes et les enfants de 7 à 10 ans se déplacent vers 15 à 20 kms pour avoir 50 kg de graines de *anza*. Ensuite elles le concassent pour séparer la coque des noix ; elles obtiennent ainsi 20 kg de noix à préparer. Elles se déplacent ensuite vers les villages où il y a beaucoup d'eau ou vers les mares. Elles y passent des heures à faire bouillir le *anza* pour enlever le goût amer ». (le maire)

Les plus pauvres de Tondikiwindi ont également mangé du *hasu*, des feuilles disponibles toute l'année car « *elles se renouvellent à chaque saison* » (Souley).

En plus de la cuisine, les femmes ont aussi, à l'instar des hommes, participé activement aux opérations de récupération des terres sous forme de *food for work* (vivres contre travail) dans le cadre de certains programmes en cours (exemple de Caritas), ce qui apporte une ration alimentaire supplémentaire aux ménages (et qui fait différer la consommation des aliments de cueillette).

## **2.5. Les projets et ONG : un « complément » alimentaire**

L'insécurité alimentaire chronique dans la zone semble être une préoccupation aussi bien pour les populations que pour les pouvoirs publics et leurs partenaires au développement. La lutte contre l'insécurité alimentaire occupe ainsi une place de choix dans les textes sur la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) et sur la Stratégie de Développement Rural (SDR), élaborées et adoptées par le gouvernement nigérien.

« Notre chance (*say*) avec la crise de 2005, c'est qu'il y a eu beaucoup de projets (...) J'ai dit notre chance, parce que les gens n'avaient rien. On s'apprêtait à quitter quand l'Etat a négocié avec les ONG et les projets (*porze*) pour nous venir en aide » (le chef de village de Mangaizé).

« Les projets sont venus successivement ; un projet vient, il distribue, il s'en va. Un autre arrive ». (D.K., un *talaka*)

Les habitants de Tondikiwindi ont bien compris le rôle et l'apport des ONG et projets de développement. C'est pourquoi, chaque fois que cela est nécessaire, ils créent des « groupements », principaux interlocuteurs des projets et ONG de développement. Il y a ainsi de nombreux groupements<sup>13</sup> à Tondikiwindi suscités par des projets (l'existence d'agrément et la participation étant des conditionnalités) : groupements de jeunes, groupements de femmes, groupements mixtes. Il y a une coopérative paysanne dont le comité est chargé de la gestion du magasin céréalier du village (créé en 1978). Mais à y voir de près, l'arène associative est investie et gérée par une poignée de personnes (chef de canton et/ou chef de village et leur entourage<sup>14</sup>), et regroupe pratiquement les mêmes personnes (c'est le nom qui change). Loin de manifester le dynamisme d'une population, il s'agit du « dynamisme » d'une élite qui n'hésite pas à parcourir des kilomètres à la recherche de projets ; ce sont de véritables courtiers de développement. Sur les groupements féminins par exemple, il y en avait un seul (*anfani*) qui s'est subdivisé en trois (*say*, *anfani* et *albarka*) à partir de 1999. Tous les trois ont

<sup>13</sup> Voir Moumouni et Hassane (2005 : 9-11) sur le pouvoir associatif à Tondikiwindi.

<sup>14</sup> Le gérant du magasin céréalier est l'oncle du chef de canton, le trésorier est son frère.

été initiés par une des épouses « lettrée<sup>15</sup> » du chef de canton, qui est secrétaire générale de chacun de ces groupements (et présidente du groupement *say*), principale interlocutrice des institutions intervenant en faveur des femmes, rédactrice de tous les dossiers de demande de subvention ; son objectif : « donner la chance aux femmes du village de bénéficier de plusieurs crédits au lieu d'un seul » (Moumouni et Hassane, 2005 : 10). Aujourd'hui, d'autres groupements sont nés. Il y a celui des jeunes filles en formation à l'école de couture, qui a récemment ouvert ses portes, et dont la trésorière est une des nièces du chef de canton ; sans en être membre, c'est encore l'épouse instruite qui « mène toutes les négociations » (Moumouni et Hassane, 2005 : 10). Il y a également le groupement *kokari* dirigé par une autre épouse du chef de canton.

Les ONG et projets de développement ont beaucoup contribué à l'atténuation de la « crise » selon les habitants de Tondikiwindi, à travers plusieurs activités : renforcement des stocks des banques de céréales existantes, création de nouvelles banques de céréales ou de magasins de vente de céréales<sup>16</sup>, création de sites HIMO (travaux à « haute intensité de main d'œuvre »)<sup>17</sup> avec *food for work* ou *cash for work*, distribution de semences de céréales, création ou renforcement de banques d'aliments de bétail, appui aux cultures de contre-saison (eau, semences, outils de travail, enclos, etc.), système de parrainage des enfants (300 enfants de Tondikiwindi) avec fournitures scolaires, vêtements, apports alimentaires, ...

En mai 2005 par exemple « Caritas nous a donné *food for work* pendant 40 jours. On creuse un trou dans la terre pour lui permettre de se régénérer, on forme une dune en forme de lune et devant ça on fait un trou dans lequel on met un arbre. On fait 3 trous par jour e, chaque 10 jours, Caritas passe pour nous remettre 10 *tiya* de mil, 1 litre d'huile et 2 *tiya* de niébé ».

### Etude de cas : collaboration de World Vision avec les populations locales

World Vision fait partie des ONG et partenaires qui interviennent à Tondikiwindi. Un agent retrace ici les différentes actions menées depuis l'arrivée de World Vision en 2002.

« Pour le moment nous intervenons seulement dans le canton de Tondikiwindi dans le village seulement. Notre principale activité c'est le parrainage. Tout ce qui suit vient épauler le parrainage. Pour ce qui est de la sécurité alimentaire nous intervenons dans le cadre des semences banques céréalières et maraîchères.

Ouallam c'est une zone qui est chroniquement déficitaire, même en année normale. Depuis notre arrivée ici, on s'est attelé vraiment à aider les communautés dans le but d'atteindre l'autosuffisance alimentaire. Donc, c'est dans ce sens là que nous avons pensé à mettre en place des banques céréalières. Au niveau de Tondikiwindi on a une banque céréalière qui a été créée en 2002, il y a un site maraîcher féminin aussi là-bas qui a été aménagé par World Vision, ce site est exploité par des femmes, on appuie aussi les

---

<sup>15</sup> Elle est directrice de l'école primaire.

<sup>16</sup> La banque de céréales est appelée « magasin de vente de céréales » par le PCD II car selon le chef d'équipe de l'OLD « Al Barka », appliquant les actions du PDCII, « l'histoire des banques de céréales n'est pas brillante ; par le passé, les gens ont géré autrement avec beaucoup de détournement. Nous, on dit magasin de vente de céréales pour que, dès le départ, les gens changent de méthode dans la gestion. Avec nous, c'est le groupement, à travers son comité ou son bureau exécutif qui est responsable vis-à-vis du PCDII et non le chef de village. Nous prônons l'aspect changement, sans détournement. Et de plus, nous, on n'a que des céréales dans ces magasins. On fait de boutiques villageoises à part ». Le PCDII n'a pas de magasin de vente de céréales dans le village de Tondikiwindi mais plusieurs dans le canton, à des endroits éloignés ou enclavés, où il n'y a pas de marché ou de banque de céréales : « on tient compte de l'économie locale pour ne pas créer la concurrence au commerce qui existe déjà » (le chef d'équipe de l'OLD « Al Barka »).

<sup>17</sup> Effectuer un travail à haute intensité de main d'œuvre contre argent ou contre nourriture, c'est comme si on arrachait un marché, tout le monde souhaite obtenir ce « contrat » ; d'ailleurs cette activité est localement désignée sous le vocable de « *habu* » (comme un marché de prestations pour obtenir un contrat). B. (une femme chef de ménage-veuve) en parle : « Caritas nous a donné un *habu*. Chaque ménage a eu 10.000 FCFA ; ça nous a permis de payer des semences et du matériel aratoire ».

groupements des femmes en semence de cultures de case, le niébé, le sésame, le bissap, le voandzou. Pour ce qui est de la banque céréalière, il y a un comité de gestion qui a été mis en place par la communauté. Donc c'est la communauté qui s'est réunie en assemblée générale et ils ont mis un comité en place qui gère la banque céréalière. Pour le groupement aussi, ce sont les femmes qui se sont réunies en assemblée générale pour mettre un bureau pour le groupement féminin. Les 2 structures ont des agréments qui sont reconnus officiellement. Pour ce qui est de l'appui, ils ont été formés en techniques de gestion de la banque céréalière, technique de gestion en vie associative. Pour le groupement féminin aussi, elles ont été formées en techniques de cultures maraîchères. Nous menons toutes ces activités en collaboration avec les services techniques de l'Etat qui sont dans la zone, l'agriculture, le développement communautaire et les structures locales aussi, la mairie. Voici en gros ce que nous sommes entrain de mener de la sécurité alimentaire pour ce qui est de Tondikiwindi.

Nous sommes arrivés ici en 2002, et les groupements des femmes en 2003. Bon, pour ce qui est des groupements des femmes, on les a déjà trouvées, elles ont l'habitude de faire l'activité, mais c'est à notre arrivée qu'on les a organisées en groupement, pour qu'elles soient officiellement reconnues.

Q : Vous dites que votre porte d'entrée dans le village c'est le parrainage. En quoi consiste le parrainage ?

R : Le parrainage, c'est un lien entre un parrain ou une marraine qui est là-bas au Canada et un enfant du village de Tondikiwindi. Ils deviennent des amis, par les correspondances, les lettres, ils essaient de correspondre. Le parrain envoie une lettre, à travers un agent qui est dans le village que nous appelons superviseur de parrainage qui s'occupe des enfants dans le village, il va dans la famille, il lit la lettre et si les parents ont une réponse, ils le disent et le superviseur répond à la lettre pour les parents. A travers ce parrainage les enfants reçoivent des appuis. Il y a des parrains qui envoient des appuis surtout s'ils savent que la famille est pauvre, ils appuient dans le domaine alimentaire, éducatif et santé. Les enfants parrainés sont recrutés de 3 à 8 ans. Mais maintenant comme on a commencé en 2002, on a même des enfants qui ont 13 à 14 ans qui sont au collège. La limite d'âge c'est 15 ans.

Les femmes, grâce aux ONG et projets, ont bénéficié de crédits au point que des villageois pensent qu'elles sont en train de s'enrichir au détriment des hommes.

« Les femmes sont riches à cause des crédits qu'on leur donne » (Maliki).

Une femme du village de Tondikiwindi, classée et par les autres et par elle-même comme étant dans la catégorie de ceux qui se suffisent à eux-mêmes et qui sont au dessus des moyennement vulnérables (*dama-dama*) raconte : « J'ai 3 moutons qu'un projet m'a donné à crédit. Puis j'ai donné un apport initial de 10.000 FCFA et un projet m'a prêté 50 000 FCFA remboursable en six mois. J'ai ajouté 15.000 FCFA aux 50.000 FCFA et je suis allée à Mangaizé pour acheter trois moutons. Je les engraisse (embouche) et je les vendrai pour rembourser les 50.000 FCFA. Avec le bénéfice, j'achèterai de la nourriture en cas de difficultés ou bien je ferai des dépenses sociales (mariage, baptême, tontines). Il y a dans le village un atelier de formation en couture pour l'association des jeunes filles, grâce au PCDII. Je paye des tissus pour ma fille qui fréquente cette école. Elle fait des draps qu'elle me donne à vendre et je paye d'autres tissus ».

Dans la plupart des cas, ce sont des aides conditionnées ou ciblées : travail contre nourriture, travail contre argent, appui aux activités des femmes... Les femmes productrices de produits maraîchers se sont regroupées en association lors de la crise 2004-2005. C'était une conditionnalité pour recevoir des appuis. L'association s'appelle « *mo hay baaani* » (« *ouvrir les yeux en bonne santé* » ou se réveiller en bonne santé). L'année des criquets, elle a gratuitement reçu des semences de salade, de choux, et de carottes. Elle en a reçu aussi dans l'année en cours mais à crédit, selon la trésorière qui est également matrone. Afin de recouvrer le crédit « *hier, on a compté les femmes pour répartir le montant du crédit entre toutes les femmes* ». Ce changement de règles étonne plus d'un membre de l'association ; si des membres du bureau en étaient informés, de nombreuses adhérentes l'ignoraient.

Selon les textes, les ONG devraient informer le service du développement communautaire. Mais selon le directeur départemental de l'aménagement du territoire et du développement communautaire à Ouallam « *très peu d'ONG nous signalent leurs activités ; je suis obligé d'aller vers eux pour avoir des informations*<sup>18</sup> ».

« C'est sur le terrain que tu vois que untel est entrain de faire la même activité que tu as faite ou que tu veux faire ; alors tu changes de site » (un représentant d'ONG)

Des ONG se sont érigées en intermédiaires pour la recherche de financements pour la sécurité alimentaire, bien qu'elles travaillent dans d'autres domaines. C'est le cas d'Aide et Action.

« Quoique Aide et Action, c'est l'éducation (on intervient spécialement dans l'éducation), depuis 2003 on a beaucoup changé de stratégie, autrefois on construisait des classes, on faisait tout, mais depuis 2003 vraiment on a changé de stratégie (...) Il faut que les acteurs du développement puissent lutter efficacement contre la pauvreté au moyen d'une éducation dont il faut pénétrer les enjeux (...).

Après ça, il y a aussi tout ce que nous pouvons faire pour faire en sorte que les questions de suivi..., que les questions alimentaires.... Donc, effectivement, on s'est dit qu'on n'est pas compétents à la matière, mais... Bon, c'est pas qu'on n'est pas compétents, mais qu'on ne peut pas se déplacer, il y a d'autres qui ont uniquement ce credo, qui ont effectivement ce domaine d'intervention là, on fait en sorte de faire que les partenaires puissent s'asseoir autour d'une table et qu'on puisse orienter les villages vers ces partenaires là, parce que, quelque fois, ils nous demandent de leur faire des banques céréalières, et autres. On dit qu'on n'est pas spécialiste, mais voilà des partenaires qui sont là, il faut que vous allez vers eux, donc dans ce sens on appuie le cadre de concertation non seulement au niveau des communes, mais aussi au niveau des départements (...) On s'est rendu compte que face à cette crise alimentaire, non seulement les populations sont en train de migrer avec les enfants, et du coup aussi tout ce que nous sommes en train de faire pour mobiliser les parents autour de l'école, ces efforts là risque d'être vains parce que face à des problèmes de suivi, vraiment, quand vous leur parlez d'école, ils restent sourds. Donc il devenait urgent d'intervenir dans ce domaine de sécurité alimentaire.

C'est donc depuis 2003, on intervient dans ce domaine, compte tenu de l'enjeu du problème, on a été obligé de s'orienter dans la sécurité alimentaire pour non seulement sauver les écoles que nous sommes en train de faire, mais aussi on a amorcé une avancée positive, surtout en terme de taux brut de scolarisation, qui est entrain de remonter et tout cela risque pratiquement de chuter si il n'y a personne pour occuper les classes. Il n'y a pas d'enfants pour aller dans les écoles, voilà en gros ce qui a justifié notre intervention dans la crise alimentaire » (M.G.).

Tableau 3 : Projets et programmes dans la commune de Tondikiwindi (source : Direction départementale du développement communautaire, Ouallam)

N°	Intitulé	Source de financement	Localisation	Secteur d'intervention	Bénéficiaires	Implications des services techniques
1	Programme de Coopération Décentralisée phase II (PCDII)	Union Européenne	Toute la commune	Multisectoriel	Les populations	Avis d'appels d'offres Suivi contrôle Réalisation des travaux Enquête valorisante
2.	Projet de lutte contre la pauvreté (LUCOP)	KFW	Toute la commune	Multisectoriel	Population de la commune	Elaboration des plans communaux de développement
3.	Programme de	KFW	Toute la		Les	Suivi du Ministère de

<sup>18</sup> Ce directeur pense que les ONG ne se sentent plus obligées de rendre compte parce que, depuis 2001, l'Etat a mis fin à sa contribution de 60 millions FCFA/an aux ONG de développement. On lit dans le « Répertoire national sur les ONG en activités au Niger » (2005 : 16) que : « sur le plan financier, cette contribution est fournie sous forme de subventions accordées aux ONG nationales. Cette subvention a été suspendue depuis 2001 pour des raisons de difficultés budgétaires ».

	Mesures Anti Erosives (PMAE)		commune		communautés	l'agriculture
4.	Projet PDDE	AFD			Elèves Enseignants	Suivi du système scolaire
5.	Programme spécial du président de la république (PSPR)	PPTE	Toute la commune	Multisectoriel	Les populations Les groupements	Mise en place des fonds Suivi des réalisations
6.	BERASCOFI (bureau de l'équipe de recherche et action pour la scolarisation des filles)	ACDI	Toute la commune		Les élèves	Sensibilisation Appui à l'élaboration des plans d'actions Suivi-évaluation Mise en place des fonds

**Tableau 4 : ONG - associations de développement et institutions de micro-crédit de la commune de Tondikiwindi** (source : Direction départementale du développement communautaire, Ouallam)

N°	Intitulé	Nature de l'ONG	Localisation	Secteur d'intervention	Bénéficiaires	Implications des services techniques
1	Aide et Action	ONG Internationale	Toute la commune	Education scolaire	Elèves Parents d'élèves Enseignants	Réalisation d'infrastructure Suivi des réalisations Formations
2.	Groupement mixte Naguida-Export	ONG Nationale	Toute la commune	Développement local	Les Populations	Etudes Supervisions Suivi-évaluation
3.	Vision Mondiale	ONG Internationale	Toute la commune	Sécurité alimentaire Education Santé	Groupements et Comités	Participation aux réalisations des travaux Suivi des réalisations
4.	ABC/Ecologie	ONG Nationale		Sécurité alimentaire	Les populations	Mise en place des vivres Suivi
5.	CEPEC-API	API	Toute la commune	Micro Crédit	Les populations	Mise en place des comités de secteurs
6.	ARE N (association pour la redynamisation de l'élevage)	ONG Nigérienne	Toute la commune	Elevage	Eleveurs	Formation para-vétérinaire Signature contrats de prêts
7.	ANNOURA	ONG Nigérienne	Toute la commune	Multisectoriel	Populations résidentes	Sensibilisation Formations techniques
8.	Islamic Relief Service (IRS)	ONG Internationale	Toute la commune	Santé Nutrition	Communautés	Mise en œuvre des activités Suivi-évaluation
9.	CRS (conservation et restauration des sols)-CARITAS	-	Toute la commune	Sécurité alimentaire	Populations résidentes	Réalisations des ouvrages Suivi du food for work

## **2.6. L'aide de l' « Etat » : un ballet d'opérations qui ont parfois créé des confusions chez les populations**

Face à l'ampleur (médiatique) de la crise, des distributions alimentaires gratuites généralisées (DAG) ont été opérées, prioritairement dans les zones déclarées affectées, selon les critères de vulnérabilité établies par le SAP. Il y a également eu divers aides gratuites multilatérales, bilatérales, ou par des associations, ... Mais avant, il y a eu la vente à prix modéré (VPM).

### 2.6.1 La vente à prix modéré

Dans la zone de Tondikiwindi, la vente à prix modéré aurait commencé en octobre 2004 selon le chef de village de Tondikiwindi, aussitôt après le passage des criquets. Les populations s'y attendaient car elles n'en sont pas à leur première VPM, elles connaissent les habitudes de l'Etat quand il y a ce type de situation (de plus certains de leurs représentants avaient déjà porté l'information des dégâts commis par les criquets ; un message leur était parvenu indiquant de stopper l'exode, car une aide arriverait). Elles font même des comparaisons en termes d'assistance entre cette année et les années antérieures.

« 1984 a été la meilleure année ; il y a eu beaucoup de vivres grâce à l'aide » (le chef de village de Tondikiwindi)

« Du temps de Kountché en 1984, la VPM était continue ; elle ne s'est pas arrêtée de toute l'année ; il n'y a pas eu rupture de stock comme cette année, où on n'a reçu que trois fois seulement le prix modéré » (l'imam de Tondikiwindi)

Le chef de village de Tondikiwindi dit qu'il y a eu en permanence la VPM d'octobre 2004 à octobre 2005 : « *chaque jour, chaque famille peut acheter pour 2000 F seulement ; si tu veux encore, tu attends le lendemain* ». L'imam conteste cette continuité ou cette permanence de la VPM, qui, selon lui, s'est déroulée trois fois.

Les instruments de mesure lors de la VPM ont varié selon les zones : à Tondikiwindi, le contenu du sac de 100 kg était vendu à 10 000 FCFA, à Mangaizé, c'était la boîte de tomate moyenne...

L'assistencialisme fait désormais partie des stratégies locales. On envoie des membres du ménage ou de la famille en émigration, une partie de l'argent des migrants sert à acheter des céréales de la VPM. Il y a au sein de la famille une concertation : les bras valides partent en exode, les femmes restent pour le maraîchage qui permettra d'assurer l'alimentation de la famille en attendant l'argent de l'exode.

### 2.6.2. Les distributions alimentaires gratuites (DAG)

Plusieurs acteurs ou intervenants ont défilé pour distribuer des vivres gratuitement dans la zone de Tondikiwindi. En fonction des descriptions qu'en font les populations, on peut les regrouper en 6 grands groupes :

- La « grande aide » : le PAM, ou les ONG et opérateurs qu'il a mandaté. L'aide est considérée comme « grande » en raison de son importance ou de sa consistance (entre 75 et 100 kg de céréales par chef de famille, voire plus)
- La « petite aide » : la CCA (et le comité ad hoc <sup>19</sup> mis en place par le gouvernement nigérien) qui a coordonné les aides reçus de multiples donateurs bilatéraux ou privés et aussi l'aide relevant de la solidarité nationale. L'aide est estimée « petite » parce que chaque famille n'a reçu que quelques *tiya* de céréales, certains chefs de ménage disent même n'avoir rien reçu ; c'est une aide dont la gestion a été jugée non transparente par certaines familles.

---

<sup>19</sup> Le Comité ad hoc national pour la gestion de la crise alimentaire a été créé le 20 juin 2005 par le premier ministre (arrêté No. 00066/CAB/PM) ; il est chargé de la réception de l'aide d'urgence, de sa répartition et de son suivi, avec l'appui technique de la CCA (cellule crise alimentaire). Ce comité est représenté au niveau régional et en principe au niveau départemental et communal. Pour la distribution des dons, le comité ad hoc comprenait des autorités administratives, des élus locaux, des membres de partis politiques et des organisations de la société civile.

- L'aide des « Arabes » : elle regroupe tous les dons effectués soit par des pays arabes, soit par des associations islamiques ;
- L'aide des ressortissants du canton de Tondikiwindi résidant à l'extérieur du canton ou même du pays
- L'aide du programme spécial du Président de la République du Niger, destinée uniquement aux femmes et aux enfants
- L'aide des ONG de la lutte contre la malnutrition, destinée en principe aux enfants malnutris modérés ou sévères.

« Il y a eu deux types d'aide. La grande aide est arrivée en septembre<sup>20</sup> 2005 ; chaque chef de famille a eu deux sacs de riz. La petite aide, elle, est arrivée en même temps que les premières pluies en juin 2005 ; chaque chef de famille a eu quelques *tiya* (une ou deux *tiya*) de gari, de riz, de niébé » (le chef de village de Tondikiwindi). Ce que le chef de village appelle « petite aide » aurait créé de nombreuses frustrations dans le village, malgré la transparence qui a semblé l'entourer : « La petite aide nous a causé des problèmes ; on nous a donné 5 à 6 sacs pour 495 chefs de famille et plus de 4.000 personnes. Il a fallu rassembler le village pour montrer ces sacs. On a mesuré en *tiya* devant tout le monde et on a divisé entre les 495 chefs de famille. Malgré ça, les populations nous accusent (les dirigeants, les *djine borey*) d'avoir détourné l'aide. Et selon eux, c'est pourquoi très peu de quantité est arrivée chez elles ». Les élites locales (*djine borey*) soupçonnées de détournement, ce sont selon le chef de village : « le préfet, le maire, le chef de canton et moi, ainsi que les autres chefs de village ». Une femme veuve (chef de ménage du village de Tondikiwindi, 42 ans, 5 enfants) B., allonge cette liste, elle compte : « les parents, beaux-parents, amis et toutes les personnes dans l'entourage des personnes cités par le chef de village. Pour elle, « c'est ceux-là les *djine borey*, ils ont largement profité de la crise : quand l'aide arrivait, les *djine borey* remplissent leurs maisons avec, et ne nous donnent que des miettes mesurées dans « *sataray koda* » (« le cadet des dames ») ; on te donne 2 mesures de « *sataray koda* » pour 2 personnes pour 1 mois de consommation. Jusqu'à l'arrivée du PAM, les *djine borey* nous ont mangé, ils ont tué même. Ils vont en ville prendre des vivres en notre nom, alors qu'ils ne nous donnent rien. Il y en a qui ont construit des villas. Quand PAM est arrivé, on était enchanté ; j'ai crié « *barka* ».

La gestion de l'aide passée par le comité ad hoc mis en place par le gouvernement (et gérée en forme pyramidale par le préfet, le maire, le chef de canton, vers les chefs de villages, puis le chefs de quartiers et enfin les chefs de ménages) et celle de la vente à prix modéré auraient profité aux « *djine borey* » (les élites locales) et à leurs proches. Dans le comité de gestion de la vente à prix modéré par exemple, le chef de canton est président d'honneur, son oncle est le magasinier, un de ses frères est président du comité de gestion, sa nièce en est la trésorière, ...

La « petite aide » serait arrivée en trois fois.

« La première fois, notre village a eu 7 sacs de riz et 3 sacs de niébé en juin 2005. La deuxième fois, on a eu 14 sacs de riz, 5 sacs de gari, 3 sacs de niébé ; c'était en juillet 2005. La troisième fois, on a reçu 7 sacs de riz, 4 cartons de maca<sup>21</sup>, 5 cartons de dattes, 3 sacs de gari en juillet aussi » (le chef de village de Tondikiwindi)

La chaîne de distribution de vivres est relativement longue quand elle passe par le comité ad hoc mis en place par le gouvernement : le préfet, puis le maire, puis le chef de canton, qui répartit entre les chefs de villages, eux-mêmes font le partage de la quantité reçue entre les chefs de quartiers et « *le chef de quartier répartit entre les membres de son quartier* » (le chef de village de Tondikiwindi).

<sup>20</sup> Le maire de Tondikiwindi et le chef de canton la situent en juillet-août 2005.

<sup>21</sup> Maca est le diminutif de macaroni. Cette appellation désigne ici toutes formes de pâtes alimentaires.

La procédure est différente lorsque ce sont les ONG qui procèdent à la distribution (moins ou pas d'intermédiaires). Le PAM a effectué une DAG de vivres par le canal de l'ONG nigérienne ABC Ecologie dans une partie des villages du canton de Tondikiwindi et de Ouallam, et aussi par l'ONG Plan Niger (bien que cette ONG<sup>22</sup> n'intervienne pas officiellement dans le département de Ouallam pour éviter un doublement d'actions ou conflits de compétence avec World Vision qui propose les mêmes services aux populations)... La distribution en deux phases (par deux canaux différents) a été comptabilisée comme deux aides par les villageois de Tondikiwindi.

« La grande aide est arrivée deux fois. La première fois en septembre 2005 : 2 sacs de riz de 50 kg (100 kg) par chef de famille. La deuxième fois en octobre 2005 : 1 sac et demi de riz (75 kg) par chef de famille » (le chef de village de Tondikiwindi)

. Malgré les quantités relativement importantes, cette arrivée a été « tardive ».

« Quand elle arrivait, la faim avait déjà diminué. Si la distribution était à refaire, j'aurais proposé de décembre 2004 à janvier 2005. C'était pénible car l'attente était longue » (le maire)

Les distributions du PAM (via les ONG) étaient destinées aux chefs de ménage, sur la base de la présentation du « livret de famille ».

« Les ONG viennent à la mairie, prennent les matrices et établissent les plans de distribution. C'est transparent » (le maire)

« Le livret de famille s'imposait parce que les bailleurs nous demandaient de fournir des preuves : « quantité reçue, quantité distribuée, quantité restante ». Il ne faut pas donner à n'importe qui, il faut des preuves. Si tout le monde n'a pas de carte nationale d'identité, au moins chaque chef de famille a un livret sur lequel figure le nom et le nombre des personnes à charge » (un agent distributeur)

Le livret de famille a été utilisé aussi bien pour la VPM que pour les DAG et même pour d'autres formes d'aide, mais pas de la même manière. Les « Arabes » par exemple tiennent compte du livret de famille non pas pour distribuer aux chefs de ménages, mais pour répartir les vivres au sein de la famille.

« Chaque deux personnes ont des mesures de riz, de sucre et d'huile ; ils ont des paquets déjà faits » (Yssoufou Y., imam de Tondikiwindi).

Les « Arabes » sont « venus le 29 septembre 2005 avec 10 kg de riz, 5 kg de maïs, 1 litre d'huile pour chaque chef de famille » (le chef de village de Tondikiwindi).

Pour les distributions du PAM par l'intermédiaire de l'ONG ABC Ecologie « tu montres ton livret de famille, tu reçois deux sacs de 50 kg de riz chacun. C'est ainsi que plusieurs membres d'une même famille se sont fait délivrer le livret à la mairie. Même si tu viens avec la carte de ton frère en exode, tu prends sa part. La femme peut venir avec la carte de son mari en exode ; on la sert » (le chef de l'OLD Al Barka, qui a effectué une partie des distributions pour ABC Ecologie).

Le livret<sup>23</sup> de famille était d'une importance stratégique durant les distributions, et des cadets sociaux en ont profité pour se détacher de la « marmite » familiale (*kusu fo*) et créer leur propre unité de consommation.

---

<sup>22</sup> Il y a eu une répartition géographique des ONG ayant les mêmes activités dans l'espace nigérien ; chacune a à sa charge une zone bien déterminée, pour éviter les conflits de compétence : « on fait en sorte qu'il n'y ait pas de duplicata entre les intervenants, pour éviter que tout le monde fasse la même chose ». Mais avec l'urgence, cette règle a parfois été enfreinte.

<sup>23</sup> On l'obtient en principe à 1.000 FCFA à la mairie (prix du timbre).

M. est la deuxième femme de son mari. Elle avait deux coépouses dont une (la première) est décédée en laissant des enfants, la seconde a également des enfants. Avant l'année des criquets, tous partageaient un seul foyer (*kusu fo* : littéralement « une marmite ») qui s'est divisé en trois par la suite : « Ma coépouse et moi on faisait la cuisine à tour de rôle pour toute la famille. Même 10 *tiya* ne suffisaient pas pour la famille. Avec les criquets, on a éclaté le foyer en trois (*kusu hinza*) : celui des enfants de ma défunte coépouse, celui de celle qui vit avec ses enfants, et le mien avec mes enfants. Ça nous fait des économies. On gaspille moins. 2 *tiya* suffisent à mes 5 enfants et moi. »

Le livret de famille était d'une importance stratégique pour le nouveau conseil municipal qui en a profité pour déterminer le nombre de ménages imposables mais aussi pour recouvrer des arriérés d'impôts.

« Quand quelqu'un se présente, il montre le livret. Il y avait le maire ou le vice maire. Si tu as des arriérés d'impôts, tu les payes d'abord avant de recevoir tes deux sacs. Des frères d'une même famille qui voulaient avoir des sacs, parce que chacun est marié, ont dû chacun chercher son livret. Ça été une manière astucieuse de recouvrer les impôts (700 FCFA par personne par an), de recenser la population, et de renflouer les caisses de la mairie. Ça été l'occasion pour les femmes veuves chefs de ménage de s'enregistrer comme tel » (un agent distributeur)

A défaut de livret de famille, il y a eu exception pour les Peuls nomades.

Selon un chargé de distribution : « Je n'ai pas distribué dans beaucoup de village mais comme on tenait à ce que les vrais destinataires soient bénéficiaires de l'aide, j'ai dû aller par exemple les jours de marché de Mangayzé distribuer aux Peuls de T. P. car on ne sait pas exactement où ils sont, ce sont des nomades, ils ne sont pas fixe. J'ai du donc faire 3 semaines de suite pour les rencontrer au marché de Mangaizé.

Q : Comment vous les reconnaissez ?

R : A travers le chef du village, c'est lui qui connaît ses administrés.

Q : Il réside là bas ?

R : Non, il vient aussi pour la circonstance

Q : Il a été convoqué ?

R : Oui, on lui a adressé une correspondance des jours à l'avance pour lui dire d'informer ses administrés de la distribution mais comme ils sont dispersés ils ne peuvent pas avoir l'information au même moment.

Q : Ils viennent aussi avec leur carte de famille ?

R : Oui, mais il y en a qui n'ont pas la nouvelle carte là, puisque avec la distribution les gens vont à la mairie prendre des nouvelles cartes. Mais avec tout cela on leur donne puisque leur chef les reconnaît comme ses administrés. La règle de la carte ne s'applique pas forcément à tout le monde, il y a des exceptions.

Q : Ils ont quelle carte ?

R : C'est une carte jaune. C'est pour ça que la personne du chef du village est très importante.

Q : C'est avec les Peuls seulement que vous avez fait ça ?

R : Oui »

Les quantités importantes distribuées pour le compte du PAM ont incité les sans livrets de famille à s'en procurer.

« PAM a apporté du riz. La première fois, c'était 2 sacs de 50 kg/ménage (livret). On n'avait pas encore épuisé ce stock quand les Arabes sont venus nous donner du riz, du maïs et du sucre. PAM est revenu une seconde fois avec du riz brisé, du riz entier et du maïs. Ils ont distribué en fonction du nombre de personnes dans le ménage. Il y en a qui ont des sacs. Si on te donne du maïs, tu n'as pas de riz. Si on te donne riz brisé, tu n'as pas riz entier ou maïs. Ils sont venus avec leurs propres agents distributeurs. Ils sont restés jusqu'à la fin » (B., femme chef de ménage-veuve du village de Tondikiwindi).

La présence de nombreux projets et donateurs a contribué à faire fructifier les activités de recherche de complément alimentaire.

B. dit avoir réalisé d'importants bénéfices dans son commerce de galettes et de beignets : « Les étrangers arrivent à tout moment, ils achètent. Moi j'avais seulement 7.500 FCFA quand l'aide du PAM est arrivé. Avant la fin des distributions, j'ai gagné 30.000 FCFA. C'est l'aide qui m'a permis d'économiser sinon j'allais dépenser tout mon argent en vivres ».

Les ressortissants du canton de Tondikiwindi auraient apporté une forte contribution lors de la crise alimentaire 2005 : trois tonnes de céréales et un million F CFA.

Trois ressortissants, « des opérateurs économiques<sup>24</sup>, ont à titre personnel procédé à des DAG. Il y en a même un, très célèbre, qui a été le premier à distribuer dans les villages, même quand ce n'est pas son village » (un agent d'une ONG intervenant dans le canton de Tondikiwindi).

Tableau récapitulatif des dons reçus à Tondikiwindi village (495 chefs de famille et environ 4000 habitants) selon certains acteurs

Appellation locale	Périodes de distribution	Origine probable	Identité du distributeur	Articles distribués	Quantité			Cible
					Pour le canton	Le village	Par famille	
« Grande aide » (2 fois)	Octobre 2005	PAM	ABC écologie et Plan Niger	Riz	/	/	2 sacs de riz de 50 kg (100kg)	Chef de famille ou de ménage si livret
	Septembre 25 2005				/	/	1 sac et demi (75 kg)	
« Petite aide » (3 fois)	Juillet 2005	Comité ad hoc national	Comité ad hoc local (chefs de canton, de village, maire, ...)	Gari, riz, niébé, « maca »	/	7 sacs de riz et 3 sacs Niébé	1 ou 2 <i>tiya</i>	Chef de famille
	Juillet 2005				/	14 sacs de riz, 5 sacs de « gari » et 3 sacs de niébé	Quelques <i>tiya</i>	
	Juin 2005				/	7 sacs de riz et 4 cartons de « maca », 5 cartons de dattes, 3 sacs de « gari »	1 ou 2 <i>tiya</i> de céréales, quelques dattes	
« les Arabes »	Le 29 septembre 2005	?	Les « Arabes » eux-mêmes	Riz, maïs, huile	/	/	10 kg de riz, 5 kg maïs, 1 litre d'huile,	Chef de ménage
Les ressortissants de TKW	?		Le comité ad hoc local	Céréales (riz, sorgho)	3 tonnes de céréales	/	/	Chef de famille

<sup>24</sup> Et surtout politiques

<sup>25</sup> La première « grande aide » serait arrivée fin juillet - début août 2005 selon le chef de canton et le maire.

					et 1 million FCFA		
Aide spéciale du Président (5 fois)	Février à août 2005	Le programme spécial du Président de la République	Le comité ad hoc local	Biscuit, lait en poudre, farine de manioc, « maca », dattes, moustiquaires, etc.	/		Femmes et enfants « quel que soit l'âge de l'enfant » (selon le maire)
MSF Espagne	Juillet à septembre 2005		Agents MSF+CSI	Huile, sucre, unimix, CSCB, savons	/		Enfants malnutris

### 3. Une situation nutritionnelle peu alarmante malgré le déficit alimentaire chronique

Les entretiens aux CSI<sup>26</sup> de Mangaïzé, de Tondikiwindi et à l'hôpital de district de Ouallam (où il y a un CRENI) laissent entrevoir qu'il y a eu, semble-t-il, peu de malnutris dans le canton de Tondikiwindi. Peu de personnes l'évoquent, aussi bien les femmes que les hommes. Même les personnels de santé n'en parlent que lorsqu'on demande. Pourtant, une enquête<sup>27</sup> dont le résultat est paru en septembre 2005, décrit « une situation nutritionnelle alarmante » (Grandesso et Behnam, 2005 : 3). L'on constate une « guerre des chiffres » pour la même cible, la même zone d'enquête. L'enquête de Grandesso et Behnam a trouvé, selon les critères de MSF, 15.3% pour la malnutrition globale alors que selon les critères du nouveau protocole national de prise en charge, la malnutrition globale n'est que de 10.5%. Grandesso et Behnam, (2005) trouvent 1.8% pour la malnutrition sévère contre 1,4% selon les critères du nouveau protocole national de prise en charge. L'enquête conclut : « La réponse actuelle de MSF ne couvre qu'une partie des besoins de la région. Le lobbying pour la poursuite et l'élargissement de la couverture géographique de la prise en charge des enfants malnutris est à faire et des distributions générales de nourriture sont à envisager » (Grandesso et Behnam, 2005 : 3). Le novice en nutrition reste perplexe devant une telle affirmation au sortir d'entretiens sur le terrain. S'agit-il de la même zone ?

« Il n'y a pas beaucoup de malnutris. Islamic relief est venu avec les savons pour attirer les mamans. Quand tu viens avec ton enfant ou tes enfants, on les pèse, on les toise. Qu'ils soient malnutris ou non, nous on te donne 2 savons, quel que soit le nombre d'enfants que tu amènes ici » (une infirmière du canton de Tondikiwindi)

A.Y., mère d'enfant dépisté malnutri raconte comment elle a été informée de la distribution des savons : « C'est au puit que j'ai appris auprès d'autres femmes que les infirmières ont dépêché quelqu'un à moto dans notre village. On dit qu'elles ont demandé de venir avec les enfants pour prendre du savon le samedi. L'envoyé aurait précisé de ne pas venir avec les enfants qui ont dépassé l'âge d'être pesé ou qui ne peuvent pas rentrer dans « *fanga* » (la toise). Je suis venue avec ma fille-là parce qu'elle est la plus petite alors que c'est son grand-frère qui était malade (il avait *tchabi* : c'est un enfant qui est maigre jusqu'à avoir le cou tordu). On nous a dit que les infirmières cherchent les enfants qui sont maigres, qui ont perdu du poids. C'est ma deuxième visite au CSI ce samedi. Les infirmières m'ont dit de venir chaque deuxième samedi ».

Malgré les savons, les cas de malnutrition sont relativement peu importants. Il est peu probable que les femmes contournent les CSI pour aller directement dans une structure de santé de la ville de Ouallam distante de 18 kms...

« Tout récemment, on a fait un dépistage pendant 5 jours du 20 au 24 mai 2006. On a distribué 80 cartons de savons. Plus de 1200 enfants sont venus, parmi lesquels 62 malnutris dont 2 sévères » (une infirmière du CSI de Tondikiwindi).

MSF est arrivé « en 2005 avec la crise alimentaire. Ils cherchaient les malnutris en juillet, août et septembre 2005. Ils ont trouvé des malnutris qu'on a référé au CRENI de Ouallam » (un agent de santé)

« Avant l'arrivée de MSF, nous on n'était pas figé sur la malnutrition. On n'avait pas assez de cas de malnutrition. Mais avec MSF et avec le nouveau protocole, on a des malnutris » (un autre agent de santé)

<sup>26</sup> Ces deux CSI du canton de Tondikiwindi font partie des 5 CRENA ouvert par la section espagnole de MSF dans le département de Ouallam.

<sup>27</sup> Voir Grandesso, F. et Behnam, D, 2005 : « Situation nutritionnelle et mortalité rétrospective dans le district sanitaire de Ouallam, région de Tillabéri, Niger ». MSF, Epicentre.

Les différentes approches des intervenants suscitent des frustrations ou dérives. Un agent compare ainsi l'approche MSF, et celle du PAM (dont il avait vécu l'expérience de prise en charge en 2000 dans un autre CSI), puis celle de MSF et de Islamic Relief qui a succédé à MSF Espagne :

« En 2000, j'étais dans un autre CSI où j'étais chargé des malnutris. Il y avait le PAM. Ce programme du PAM a été supprimé depuis 2003. On a donc arrêté la prise en charge des malnutris. Quand une femme vient avec son enfant malnutri, on lui donne des conseils d'hygiène et de diététique : griller et piler le mil pour avoir une farine dans laquelle on met un peu d'huile et une petite quantité de sucre. C'est comme ça qu'on a fait de 2003 à 2005. Sous le PAM, c'est moi qui faisais le dépistage des malnutris avec mes critères. Or avec MSF, c'est eux-mêmes, avec leurs volontaires, qui détectent les malnutris et ils donnent les rations. Avec le PAM, chaque 3 mois, il nous envoyait des rations et il nous fixait le nombre d'enfants malnutris à détecter dans le mois ; il en fallait 33 (malnutris). Parfois, on n'a même pas les 33. Quand MSF est arrivé, ils plaçaient un bracelet pour reconnaître les malnutris. En arrivant, Islamic relief a pris 10 des 16 CSI de la zone pour la prise en charge des malnutris. Ils nous ont dit de prendre des enfants dans un rayon de 0 à 15 kms. Il n'y a pas de signe d'identification du malnutri. Le risque est grand que le même enfant revienne plus d'une fois chez nous, mais puisque le gestionnaire et le manœuvre sont originaires d'ici, ce sont eux qui reconnaissent les gens. Les mamans viennent sans carnet. On a des cas maintenant où un même enfant malnutri est enregistré deux fois ; les mamans font ça pour avoir deux rations ».

L'agent de santé dénonce également les ruptures de stocks des rations et l'absentéisme du superviseur, agent de Islamic Relief : « Actuellement, chaque samedi de 9h à 13 heures, nous faisons des dépistages et donnons les rations. Mais la semaine dernière, on n'a pas fait de dépistage parce qu'il y a eu rupture de stock. Les différents dépistages se font en présence du superviseur mais parfois, il ne vient pas ».

Les enfants identifiés comme malnutris ont deux appellations (qui changent d'un centre à un autre).

« On dit « *zankay fabay* », ça veut dire enfant maigre, enfant qui a perdu du poids, enfant qui a fondu. Il y a aussi « *haray ize* » qui signifie un enfant dominé par la faim ou la famine ; on utilise peu ce terme parce qu'il est péjoratif, c'est même une insulte » (une infirmière de Tondikiwindi)

Le major du CSI de Mangaïzé (« un des CSI pourvoyeur de malnutri » selon un médecin responsable au District sanitaire de Ouallam), précise lui que : « ici, on utilise des expressions claires. On dit « ton enfant n'a pas de vitamine ou bien il ne mange pas d'aliments variés (« *a gonda gazeyan tinman nda hari* »). Ça veut dire en clair que l'enfant a un déficit de poids. S'il présente des oedèmes ou complications, on dit la même chose que précédemment mais on ajoute « *a laala* » pour dire que c'est sévère ».

Les femmes zarma, elles, n'ont pas de dénomination pour la malnutrition. Elles utilisent des termes en fonction des situations ; par exemple :

- « *a mana kungu* » : il n'est pas rassasié ou il est malade de faim
- « *nasu ize* » : c'est l'enfant sevré précocement parce que sa mère est redevenue enceinte et qui en est malade.

Les mères d'enfants malnutris reçoivent de l'huile, du sucre, de l'unimix, du CSCB. Lors d'une séance de dépistage de malnutri au CSI de Tondikiwindi, suivie de distribution de savons, l'équipe d'enquête a constaté que toutes les mères sont arrivées avec un « *tagala* » (sorte de porte-bagages en forme de balance : un bois où pend à chacune des deux extrémités un filet), probablement dans l'espoir de retourner avec des vivres.

2005 aura été une bonne année pour les enfants malnutris dont les mères fréquentaient les centres de récupération nutritionnelle installés pour l'occasion dans les CSI. Ils ont reçu

gratuitement des soins et vivres, leur famille a pu recevoir des vivres grâce à eux. Les CSI de Mangaïzé et de Tondikiwindi n'ont jamais été aussi fréquentés, eux qui ne reçoivent du « monde » qu'au moment des pics de paludisme.

« Si ce n'est pas pour les CPN (gratuites), rares sont les femmes qui viennent ici pour maladie ou accouchement. Dans le trimestre, on reçoit environ 10 femmes seulement. On n'a pas beaucoup d'activités ; parfois à partir de 10 heures, on a fini les curatifs » (infirmière)

La sous-fréquentation des CSI peut s'expliquer par le système de recouvrement des coûts. Le tableau suivant indique les tarifs pratiqués au CSI de Tondikiwindi.

Tableau : Tarification au CSI de Tondikiwindi (source CSI)

Catégories	Tarifs (FCFA)
A Curatifs adultes (+ de 5 ans)	700
B Curatif enfants (0 à moins de 5 ans)	450
C Consultation prénatale	700
D Accouchement	700
E Hospitalisation	2000
CN Vaccination Planning familial	Gratuites
Indigents	Sur décision du comité de gestion
Carnet de santé	100

Par contre, la mobilisation de MSF Espagne dans « l'année des criquets » a contribué à la forte fréquentation des CSI : gratuité et vivres proposées ne sont pas étrangers à cette affluence.

« Des ONG sont venus au secours des enfants. MSF d'abord, Islamic Relief ensuite. MSF était basé à Ouallam de juillet à septembre 2005 (3 mois). Ils viennent au CSI chaque mardi pour Tondikiwindi et chaque jeudi pour Mangaïzé, ils identifient les malnutris et donnent des rations alimentaires. Les enfants non malnutris n'étaient pas concernés » (le maire de la commune de Tondikiwindi)

Cette sélection n'a pas plu à de nombreuses mamans.

« Il y a eu beaucoup de mécontentements. Les femmes venaient se plaindre chez moi parce qu'on les a refusé pour enfant non malnutri ou trop âgé » (le maire de la commune de Tondikiwindi).

« Quand on annonce à une femme que son enfant n'est pas malnutri, elle se fâche. Certaines femmes nous insultent ; elles pensent qu'on ne veut pas leur donner la ration. Il y en a même qui nous lance des défis. Elle dit « que tu veuilles ou pas, mon enfant sera malnutri » (une infirmière)

L'aide spéciale du Président de la République du Niger distribuée de février à août 2005 en faveur des femmes et des enfants de Tondikiwindi, quel que soit leur état de santé, pourrait avoir créé des confusions<sup>28</sup> chez les mamans refoulées lors des dépistages d'enfants malnutris par les professionnels de récupération nutritionnelle. Les mères dont les enfants ne sont pas retenus pour l'obtention d'une ration alimentaire ne comprennent pas en effet qu'une fois on leur donne des vivres sans critères de malnutrition (aide spéciale du Président), et une autre fois on impose ce critère (ONG et professionnels de la récupération nutritionnelle). La

<sup>28</sup> Les deux distributions se sont chevauchées : celle du Président de février à août, et celle de MSF de juillet à septembre 2005.

confusion est d'autant plus importante que les deux types de distributions s'opèrent en un même lieu : le centre de santé intégré (CSI).

« La CCA pendant la crise a fait plusieurs distributions par étapes, sur instructions du Président de la République, depuis le mois de février jusqu'à août 2005. Le programme spécial du Président était parfois couplé avec les JNV (journées nationales de vaccination). Les stocks arrivaient par Ouallam qui a 5 communes dont la mienne qui est la plus grande : biscuit, lait en poudre, farine de manioc, maca, dattes, moustiquaires, etc. Nous avons reçu des instructions fermes pour les donner uniquement aux femmes et aux enfants, quel que soit l'âge de l'enfant. On a fait ça plus de cinq fois » (le maire<sup>29</sup>)

Lors des distributions de MSF, il y avait de telles affluences que « les femmes ont même arraché la porte du CSI de Tondikiwindi pour bénéficier de l'aide. Il y avait un embouteillage parce que toutes les femmes arrivaient en même temps » (le maire de la commune de Tondikiwindi).

L'affluence et les plaintes des femmes peuvent-elles s'interpréter comme signes de l'ampleur d'une crise alimentaire, ou de l'existence d'une crise nutritionnelle, ou bien de la volonté de capter une aide gratuite ?

### 3.1. De l'importance des « cultures des femmes »

Il y a une répartition des cultures produites pour l'alimentation de la famille à Tondikiwindi : grosso modo, les hommes produisent les céréales et les femmes produisent les condiments et légumes nécessaires à la préparation de la sauce.

« Les hommes font le mil, le sorgho et le niébé. Les femmes cultivent l'arachide, le voandzou, le sésame, le gombo mais aussi les cultures de contre-saison » (le chef de village de Tondikiwindi).

L'activité agricole des femmes pendant la saison pluvieuse se dénomme « *korsola goy* » (travail de saison des pluies). Celle des cultures de contre-saison s'appelle *djow goy* (travail de saison sèche froide, par opposition à *haynin*, la saison sèche chaude où sont préparés les sols pour l'agriculture pluviale)

Les hommes assurent les céréales pour le dîner, surtout le mil en général très prisé ou le maïs quand on n'a pas les moyens du mil. C'est une insulte pour un homme en pays zarma de ne pas faire manger sa famille le soir ; le dîner est le repas le plus important, c'est le repas partagé par toute la famille. Le repas du soir est celui qui consomme le plus de céréales car c'est l'un des moments privilégiés de consommation de la « pâte » (*kurba-kurba*). Certains ingrédients de la sauce (cube ou arôme maggi, viande, huile, sel), hormis les légumes, sont à la charge de la femme. Les sauces sont préparées de la même façon quel que soit la catégorie de vulnérabilité, seule la composition change parfois (plus d'huile ou de viande).

« On trempe le « *mari* » (ce sont les grains d'oseille fermentés et pilés) dans l'eau. Puis on le délaye, on verse l'eau obtenue dans la marmite. On y ajoute de l'huile quand on en a. On met de la poudre de « *gabu* » (oignon séché) et du sel. On fait bouillir longtemps pour évacuer l'odeur du « *mari* » et on ajoute l'arôme maggi. Puis on met la poudre de gombo ou de baobab. Si on a *foyetto*, on prépare de la même façon mais on laisse refroidir le bouillon avant d'y mettre la poudre de *foyetto*. Si on met de la viande, c'est aussi la même préparation sauf qu'on commence par la viande avant l'étape du « *mari* » (Moumeyer, la matrone du village)

Le nombre de repas aussi n'a pas changé dans presque tous les ménages de Tondikiwindi : on mange toujours trois fois :

---

<sup>29</sup> Le maire est du même parti que le Président de la République : le MNSD.

- le matin, on mange les restes du soir qu'on réchauffe. S'il n'y en a pas, on mange de la bouillie de mil ou de maïs (*koko*) ou bien on achète des beignets ou des galettes

- à midi, c'est généralement du riz au haricot (*dungunri nda mo*) ou du couscous (*demou*) avec des feuilles (*kopto*) accompagnées de tourteau d'arachide

- le soir, on mange de la pâte de mil ou de maïs avec la sauce gombo, *foyeto* ou de baobab.

Entre chacun de ces repas, on peut consommer du *donu* (boule) ou du *koko* (bouillie); chaque épouse en prépare pour elle et ses enfants (en prenant soin d'en prélever une part pour son époux<sup>30</sup>). Les quantités de mil ont par contre changé pendant la crise: diminution des quantités à midi, mais pas le soir où il faut manger et garder le reste pour le petit-déjeuner.

Les enfants n'ont pas eu d'alimentation spéciale.

### 3.2. Le « jardin », bouée de sauvetage pour la famille

« Notre production agricole ne suffit pas. C'est dans le jardin qu'on gagne beaucoup, même maintenant où c'est difficile (mai-juin 2006). Ce qui est au feu actuellement vient de mon jardin. Depuis longtemps, la pluie n'est pas suffisante et elle se retire tôt, avant même la grenaison. Et depuis, c'est le jardin qui me permet de nourrir ma famille » (une matrone)

Aussi, cette année comme les années antérieures, le jardin a été la bouée de sauvetage de la plupart des familles, en attendant l'arrivée de l'argent des migrants pour l'achat de céréales.

« La pire année sur les quatre dernières, c'est l'année des criquets. Le niébé avait juste commencé à faire des fleurs, le mil avait commencé à faire des grains. Les criquets sont venus, ils n'ont rien laissé. Immédiatement, on s'est rabattu sur les jardins » (la matrone du village de Tondikiwindi).

Selon le chef de village de Tondikiwindi, « la contre-saison nous a beaucoup aidé ; on en vend pour acheter du mil, on en mange ».

Cette activité de maraîchage est majoritairement pratiquée par les maïs avec les criquets, les hommes restés au village ont rejoint les femmes dans les « jardins » autour de quatre puits. Même le début des travaux de maraîchage a été anticipé.

« En principe, c'est juste après les récoltes que je coupe les buissons pour faire l'enclos de mon jardin. Quand la saison pluvieuse n'est pas bonne, on sent déjà qu'il y a aura pas une bonne production ; alors on commence les travaux du jardin plus tôt, c'est-à-dire quand l'école commence » (la matrone du village de Tondikiwindi).

Ainsi, d'octobre<sup>31</sup> à mars 2005, les « jardins » ont assuré l'alimentation des familles qui en consommaient au fur et à mesure de la maturité des produits maraîchers, choux, carottes, courgettes, courges, tomates ...

« Avant que le jardin produise, j'achetais du riz grâce à mon petit commerce de galettes (*fari masa*) ; je prépare le riz blanc, j'y ajoute un peu de sel et de l'huile. C'est tout. Quand le jardin a commencé à produire, ce n'était plus le riz blanc mais le riz avec *kopto* (feuilles) de choux ou de salade » (B., une femme chef de ménage-veuve).

<sup>30</sup> L'homme reçoit autant de parts de bouillie ou de « boule » qu'il a d'épouses ; ainsi par exemple, un homme qui a trois femmes recevra trois parts de bouillie ou de « boule ».

<sup>31</sup> Les travaux ont commencé en octobre, en attendant la production des maraîchers, certains ont acheté des céréales, d'autres ont consommé des aliments de cueillette, ceux qui pouvaient travailler l'ont fait pour acheter de la nourriture, etc.

Dans certaines familles, on a mangé certains produits longtemps après la fin de la saison maraîchère.

« Le chou, on l'a découpé et on l'a fait sécher » (matrone).

Peu importe l'existence de circuits de commercialisation, chaque famille consomme les fruits des jardins, dont certains ont été adaptés ou ont remplacé des ingrédients culinaires habituels : le chou pour le *kopto*, la courge (*kabuza*) pour la bouillie ou la sauce.

« En ville, les femmes mettent *kabuza* dans la sauce comme légume, nous ici on en fait une soupe ou une bouillie, d'abord pour les enfants, mais que tout le monde mange. On découpe *kabuza*, on fait bouillir dans de l'eau. On y met des tourteaux d'arachide, un peu de piment et une pincée de sel » (matrone).

Le chou<sup>32</sup> a été adapté aux habitudes culinaires, on le prépare comme du « *kopto* » : on le fait bouillir et on le consomme mélangé à du tourteau d'arachide et un peu de sel ou d'huile, comme on le fait habituellement pour d'autres feuilles dans le village. La salade, elle, a été consommée crue, pas avec du vinaigre comme on en voit habituellement, mais mélangée à du gari (farine de manioc), avec du tourteau d'arachide, du sel et de l'huile. L'arachide produite par les femmes a été largement complémentaire (dans son utilisation sous forme d'huile et de tourteau) des produits maraîchers.

Le maraîchage aurait été introduit dans le village de Tondikiwindi « après la famine de 1984. Désormais, les gens au lieu de fuir, comme en 1984, restent se débrouiller. Maintenant, avec ou sans famine, les gens font la contre-saison » (le maire de la commune de Tondikiwindi).

On en vend peu et on en consomme beaucoup. Des ONG qui appuient la production des cultures maraîchères réfléchissent au passage d'un cycle annuel actuellement à deux cycles de production, mais avec à moyen ou long terme le problème des circuits de commercialisation si les productions sont importantes.

Pour conclure, les problèmes de malnutrition ne sont pas toujours liés aux mauvaises récoltes, même s'il est certain que les pratiques et habitudes alimentaires au cours des crises changent aussi bien qualitativement que quantitativement. Et les enfants mangent la même chose que les grands (il n'y a pas de repas spécial pour les enfants). A Tondikiwindi, la consommation des produits de maraîchage par les grands et par les enfants a été salvatrice. Le repas du soir (la pâte de mil, de maïs ou de sorgho) accompagné de sauce, dont certains légumes proviennent des sites maraîchers (choux, courge) et/ou des « champs des femmes » (sésame, arachide, ...) a probablement fortement contribué à l'atténuation de la situation de malnutrition. De plus, à Tondikiwindi, il y a un CSI de type 1 (sans maternité) dont l'accessibilité géographique n'est pas un problème (il certes peu fréquenté du fait du recouvrement des coûts mais il est fréquenté quand même).

Le système de « *koto* » pratiqué à Tondikiwindi induit une solidarité, une obligation d'aide. Lorsqu'on a recours à un membre de la famille, même s'il ne donne pas gratuitement l'argent, il peut prêter contre remboursement en travail dans son champ ou en espèces, mais sans intérêt.

Autrement dit, il n'y a pas une corrélation directe entre la crise alimentaire et la crise nutritionnelle.

---

<sup>32</sup> Quand il y en a trop, les femmes découpent le chou et le font sécher afin de conserver le produit.

## **4. De Madarounfa à Tondikiwindi (Ouallam) : deux situations opposées (le « grenier » du Niger contre l'éternel déficitaire)**

### **4.1 Deux groupes ethno-linguistiques et culturels, deux destinées, des pratiques différentes: une crise alimentaire plus ressentie et plus exceptionnelle à Madarounfa**

La crise de sécurité alimentaire qui a touché Madarounfa est sévère, mais elle a affecté nettement moins de personnes à Tondikiwindi, qui est pourtant une zone nettement plus vulnérable.

Madarounfa est à dominante haoussa, Tondikiwindi est majoritairement peuplé de Zarma. Si le premier est considéré comme le grenier du pays, l'autre est chroniquement déficitaire au plan alimentaire. La pratique de la claustration des femmes, en voie de généralisation dans la zone de Madarounfa, n'est pas encore arrivée en force à Tondikiwindi. L'islam est tout de même pratiqué dans les deux zones (avec une population musulmane de part et d'autre).

Un facteur de différenciation important est à Madarounfa l'émiettement des champs de culture, réservés à la commercialisation, qui pénalise les femmes dans ce département, contrairement à Tondikiwindi.

« Les femmes ici ont facilement les champs car nos maris ont beaucoup de champs. Le mari qui a trois champs peut en donner un à sa femme. L'homme peut aussi autoriser sa femme à cultiver les condiments pour la sauce aux abords de ses champs » (matrone)

Non seulement à Tondikiwindi les femmes ont accès à la terre par le mariage ou par héritage mais elles sont productrices, elles ne sont pas cloîtrées, elles ne font pas l'agriculture par procuration.

« Le seul problème de la femme, tu dois faire la cuisine pour aller donner à ton mari au champ. Ce jour-là, tu es obligé de délaissier momentanément ton champ » (matrone)

Dans certains villages de Madarounfa, c'est tout le contraire. De nombreux hommes refusent que leurs femmes sortent de la concession. Même quand des femmes ont un champ, elles ne peuvent la mettre en valeur que par procuration. Les femmes de Tondikiwindi ont ainsi l'avantage de produire des condiments pour la sauce, alors que celles de Madarounfa en sont réduites à l'achat de condiments ; il est évident que moins elles ont d'argent moins la sauce qui accompagne les céréales sera de bonne qualité. De plus, la pratique du rationnement n'est pas la même dans les villages de Madarounfa qu'au village de Tondikiwindi. Dans le premier cas, à la récolte, l'homme donne une certaine quantité de céréales à la femme ou chacune de ses épouses. Elle devra gérer cette « provision » jusqu'à la prochaine saison pluvieuse. En cas de rupture de stock, elle devra recourir à d'autres moyens (petit commerce autour de la restauration<sup>33</sup> ou d'autres activités). Dans le second cas, l'homme remet chaque jour, ou selon une périodicité qu'il s'est fixé dans la semaine (par exemple le tour de cuisine d'une épouse), la quantité de céréales requise pour l'alimentation de la famille ou du ménage.

La bipolarisation et la forte pression foncière observées à Madarounfa, qui assujettissent les plus pauvres, n'existent pas encore à Tondikiwindi où les terres sont encore disponibles.

---

<sup>33</sup> Les femmes claustrées restent dans la concession et donnent la marchandise à vendre à des enfants qui font le tour du village. Toutes les femmes (claustrées ou non) qui exercent cette activité prélèvent une partie de ce qu'elles vendent pour la consommation de leurs enfants.

La spéculation, qui semble être une caractéristique de la zone de Madarounfa, n'est pas encore très importante dans le canton de Tondikiwindi. Les prêts usuraires y sont faiblement pratiqués, au contraire de la zone de Madarounfa. On rembourse le montant ou la quantité empruntée.

« Si tu as pris 3 ou 4 sacs de mil, tu rembourser l'équivalent en nombre de bottes de mil ou en grains, sans surplus. On fait sans surplus parce que c'est une forme de secours du commerçant au villageois, que le commerçant soit autochtone ou non. C'est comme ça pour tout le monde. L'essentiel est qu'il ait ta confiance » (un jeune de Mangaizé).

#### Etude de cas : un prêt à rembourser à la récolte (*faka-faka*)

Pendant la « crise » de 2004-2005, S.H (l'emprunteur) porte plainte devant le chef de village zarma de Mangaizé (canton de Tondikiwindi) contre Y. F. (le prêteur) qui lui-même a convoqué S.H. chez un huissier, qui chaque semaine fait le tour des marchés pour exercer sa profession.

« Moi (S.H.), je vendais le mil de Y.F. ici à Mangaizé. J'ai pris deux sacs de mil avec lui à 15.000 FCFA la sac, (soit 30.000 FCFA) parce que le mil n'était pas de bonne qualité, et les gens refusaient de l'acheter ; c'était du mauvais mil. Je devais rembourser les 30.000 FCFA à la récolte. Ma récolte n'a pas été bonne. J'étais contraint de quitter le village en octobre 2004, deux jours après la fête de Ramadan. J'étais parti en exode dans le Songhaï (où je vends des vêtements). Je suis revenu cette année, il y a un mois et demi. Y.F. en me voyant a réclamé son argent. Je lui ai dit que je n'ai pas encore trouvé. A ma grande surprise, il me dit de payer 52.500 F, soit 22.500 F de plus que le montant du crédit. Il m'a convoqué chez l'huissier ; ce dernier réside à Ouallam mais les jours de marché (jeudi), il vient ici. J'ai payé 25.000 FCFA. Pour moi, il me reste 5.000 FCFA à rembourser. Lui, mon créancier, prétend qu'il reste 22 500 FCFA. Je ne suis pas d'accord. Tout ça, c'est l'effet de la famine. Je suis venu voir le chef de village qui a convoqué Y.F. pour lui donner des conseils et pour lui dire de patienter (« suru ») pour les 5.000 FCFA restant. Y.F. refuse. Il dit que on s'est entendu sur 52.500 FCFA qui incluent les frais d'huissier. Je parie que c'est un complot ». Le chef de village, lui, explique que « moi, je suis convaincu que S.H. n'a rien, il n'a pas d'argent. Sinon il allait rembourser la totalité des 52.500 FCFA au nom de la paix. Mais eux-mêmes ils ont tout gâté, ils ont fini leur parole avant de venir chez moi ; ils sont allés chez un huissier ». Le chef de village n'a pas apprécié d'avoir été court-circuité.

#### **4.2 Des secours plus tôt à Tondikiwindi (Ouallam)**

Le canton de Tondikiwindi a été déclaré déficitaire à 95% (c'est le canton le plus déficitaire du département de Ouallam) suite à l'invasion acridienne. Ces criquets « providentiels » ont attiré de nombreux intervenants dans la zone, et mobilisé des secours importants aussi bien de la part des ONG et projets de développement que de la part des humanitaires et des ressortissants originaires de la zone. Les interlocuteurs sont unanimes pour signaler que c'est la partie du canton au nord de Mangaizé qui aurait beaucoup souffert de son enclavement : la zone la plus éloignée est située à 105 kms du chef lieu de canton ; on ne peut y accéder que par des pistes difficilement praticables.

« La faim ne peut tuer personne ici grâce aux Blancs, grâce au PAM. Ce sont des Noirs qui viennent ici au village mais je suis sûre que ce sont les Blancs qui les envoient parce que le Niger n'a pas d'argent ».

A Madarounfa, réputé être le grenier du Niger, les personnes extérieures à la zone n'ont pas spontanément perçu la crise alimentaire ; les villages de Madarounfa ont été « victimes » des bons indicateurs de la zone (bonne pluviométrie, bonne production, ...). Ils doivent les secours aux centres de récupération nutritionnelle, qui ont tiré la sonnette d'alarme face au nombre important d'enfants malnutris dans les CRENI et CRENA, et qui ont déduit

de ces chiffres d'admission qu'il y avait une situation de crise alimentaire sous-jacente à la crise nutritionnelle.

A Madarounfa, les populations avaient épuisé toutes leurs stratégies avant l'arrivée tardive des premiers secours, alors qu'à Tondikiwindi, l'arrivée rapide des secours a freiné l'émigration.

« S'il n'y avait pas eu secours, nous-mêmes on n'allait pas rester. Il y aurait eu dépopulation. Les villages allaient se vider de tous les bras valides. Nous, on allait rester pour travailler avec qui ? » (un agent d'ONG intervenant dans le canton de Tondikiwindi).

#### **4.3 Des taux de malnutrition plus élevés à Madarounfa**

Le Niger ne dispose pas pour l'instant d'un système solide de collecte et d'analyse des données relatives à la nutrition. Les données utilisées pour tirer sur la sonnette d'alarme et qui ont révélées la crise nutritionnelle d'abord, et alimentaire ensuite, proviennent pour la plupart des centres de récupération nutritionnelle sur la base de leurs admissions. Il est donc difficile de faire une comparaison à partir des chiffres actuels.

Le CRENI de Ouallam, au moment des enquête, avait une activité au ralenti. Ce centre de récupération nutritionnelle est intégré à l'hôpital de district alors que le CRENI de Madarounfa est isolé de l'hôpital du district.

Bien qu'on consomme de la bouillie ou de la boule, le nombre de repas est resté inchangé à Tondikiwindi malgré la crise. Pour les plus vulnérables, on saute le repas du midi mais celui du soir est assuré avec consommation de la pâte (*kurba kurba*), l'équivalent du *tuwo*, qui disparaît par contre dans le régime alimentaire des plus vulnérables à Madarounfa (1 fois par semaine ou par mois, voire seulement les jours de fête). A Madarounfa, c'est la consommation de bouillie (*kunu*) et de « boule » (*fura*) qui prend le dessus.

A Madarounfa, il y a des greniers pour les femmes et des greniers pour les hommes ; à la récolte, l'homme donne une certaine quantité de céréales à la femme qu'elle devra gérer jusqu'à la prochaine saison des pluies où le grenier familial sera ouvert (s'il y a des stocks). A Tondikiwindi, c'est l'homme qui au quotidien, ou selon son rythme, fournit les céréales à la femme lorsqu'elle est de cuisine (c'est semble-t-il une question d'honneur et de culture).

La variété de l'alimentation (avec la consommation des produits du maraîchage) est un atout pour les enfants de Tondikiwindi, et même pour les adultes. A Madarounfa, par contre, les produits des jardins sont vendus, et non auto-consommés.

A Madarounfa, c'est l'homme qui produit les arachides et il les vend (des femmes en achètent pour produire et vendre l'huile et les tourteaux qui en découlent) ; à Tondikiwindi, les femmes produisent l'arachide d'abord pour la consommation.

## Conclusion

Dans le village de Tondikiwindi, toutes les circonstances ont été paradoxalement réunies pour rendre l'année 2004-2005 moins difficile au plan alimentaire que d'habitude : les criquets ont attiré diverses aides exceptionnelles, l'aliment de cueillette *anza* a bien produit, les migrants ont envoyé de l'argent, il y a eu la VPM, les « jardins » ont été investis plus tôt, etc. Plusieurs familles ont profité des distributions pour se prendre désormais en charge au plan alimentaire : elles ont éclaté leurs foyers. Au plan social, les plus vulnérables n'ont eu que peu recours à la mendicité ou à la solidarité familiale.

## Références bibliographiques

Delpeuch, F., 2006 : Evaluation du dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires du Niger durant la crise de 2004-2005 : Synthèse concernant les aspects nutritionnels. , in Egg

Egg, J. et al, 2006 : Evaluation du dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires du Niger : rapport principal. IRAM

Gado, B., 1980 : *Le Zarmatarey : contribution à l'histoire des populations d'entre Niger et Dallol Marwi*. Niamey, Etudes Nigériennes, IRSH.

Jaffré, Y. et Olivier de Sardan, J-P., (eds) 1999 : *La construction sociale des maladies. Les entités nosologiques populaires en Afrique de l'Ouest*. Paris, PUF.

Koné, M., 2006 a : Evaluation du dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires du Niger durant la crise de 2004-2005 : enquêtes sur la région de Maradi. In Egg & al.

Koné, M. 2006 b : La crise alimentaire de 2005 au Niger dans la région de Madarounfa et ses effets sur la malnutrition infantile : approche socio-anthropologique. Niamey, LASDEL.

Moumouni, G. et Hassane, M.I., 2005 : Commune rurale de Tondikiwindi (TKW) : enquête de référence 2005. Niamey, LASDEL.

Olivier de Sardan, J-P., 2006 : Préface. In Koné, M. 2006 b : La crise alimentaire de 2005 au Niger dans la région de Madarounfa et ses effets sur la malnutrition infantile : approche socio-anthropologique. Niamey, LASDEL, 5-12.

Olivier de Sardan, J-P., 1984 : *Les sociétés songhay-zarma (Niger-Mali), chefs, guerriers, esclaves, paysans*. Paris, Karthala.